



Réseau Ouest et Centre Africain de Recherche en Education
Educational Research Network for West And Central Africa

Qualité de l'éducation de base au Burkina Faso : une bibliographie annotée de 1992-2002

R O C A R E – Burkina Faso

avec le soutien de l'ADEA

Célestine Pale Traoré
Binto Ouedraogo
Ernest Ilboudo

*mai 2003
Ouagadougou, Burkina Faso*

AVANT PROPOS

Le Réseau Ouest et Centre Africain de Recherche en Education (ROCARE), créé en 1989 par des chercheurs africains avec le soutien du Centre de recherches pour le développement international (CRDI) et l'USAID, mène son travail transnational et interdisciplinaire dans un esprit d'intégration régionale. Il cherche à promouvoir l'expertise africaine, une culture de recherche, et le dialogue politique et public sur l'éducation dans son sens le plus large. Tout cet effort vise un changement politique et pratique pour qu'à son tour l'éducation en Afrique s'améliore de façon durable. Le ROCARE s'intéresse à la production et à la diffusion des résultats des chercheurs et des institutions.

Le ROCARE a produit cette bibliographie sur la qualité de l'éducation de base en Afrique centrale et occidentale 1992-2002 avec l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA). Des équipes nationales de 11 pays membre du ROCARE – Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal, et Togo – ont fait un travail de collecte et de revue des documents entre mars et avril 2003 et ont produit des bibliographies nationales. Une synthèse de ces bibliographies a été préparée par M. Pai Obanya depuis le Nigeria où il réside. L'exercice a été abrégé par le temps; la bibliographie n'est donc pas exhaustive quoique indicative.

Les revues cherchent à faire valoir l'expertise africaine dans les processus de développement et de mise en oeuvre des politiques et des programmes et à la mettre à la disposition des chercheurs à travers le monde. Elles couvrent plus de 500 rapports de recherche, rapports gouvernementaux, de mémoires, de thèses, et d'articles publiés entre 1992 à 2002. En effet elles viennent en complément à la première bibliographie produite par le ROCARE, *Négligée et sous-estimée* (Maclure/SARA), qui a inventorié 1076 documents de sept pays membres du ROCARE sur l'état de la recherche en éducation entre 1960 et 1991. L'organisation de la revue actuelle suit quatre catégories définies par l'ADEA dans le contexte de son initiative pour soutenir les pays sub-Sahariennes à relever le défi d'une éducation de qualité pour tous :

- Les réformes pédagogiques et le développement professionnel des enseignants
- La décentralisation et la diversification des systèmes offerts
- La généralisation et la pérennisation des réformes éducatives
- Pertinence de l'éducation : Adaptation des curricula et l'utilisation des langues africaines.

Nous remercions tout particulièrement les membres du ROCARE et les soutiens : les chefs des équipes nationales, les chercheurs et assistants qui ont conduit les revues ainsi que les coordonnateurs nationaux du ROCARE qui ont bien voulu encadrer les équipes ; les institutions nationales qui ont fourni les documents ; Soumaïla Diakité (Comité scientifique régional ROCARE), Dominique Agyeman (Ghana) et Raoul Koné (Côte d'Ivoire) qui ont revu et commenté les termes de référence de l'ADEA pour l'initiative « Le défi de l'apprentissage, » Gilbert Tsafak (Cameroun) et Jean-François Azoh (Côte d'Ivoire) qui ont participé avec la coordonnatrice régionale à la réunion de planning tenu à Paris par l'ADEA en décembre 2002, Laouali Malam Moussa (Niger) qui a exprimé sa disponibilité, et Cheik Oumar Fomba qui a participé à la réunion de planning ADEA en janvier 2003 également à Paris ; Philippe Amévigbé (Togo), Naïm Salami (Bénin), Ernest Ilboudo (Burkina Faso) et Koura Diallo (Mali) qui ont aidé à définir une méthodologie commune de travail ; Maman Saley et Dayo Odukoya qui ont facilité la participation du Niger et de la Nigeria dans leur premier travail transnational avec le ROCARE ; Pulane Lefoka d'ERNESA (Réseau de recherche en éducation pour l'Afrique de l'est et du sud) avec laquelle nous avons discuté de nos approches respectives ; Jean-Michel Labattut et Gilles Forget du CRDI ; Yolande Miller-Grandvaux, Joe Coblenz et Renuka Bery de l'*Academy for Educational Development* ; Deborah Glassman de *Save the Children US* ; Mamadou N'doye, Hamidou Bakary, Charolotte Sedel, Joris Van Bommel, Adriaan Vespoor et nos autres collègues à l'ADEA ainsi que Ramona Konzelmann de l'IPE ; Mariam Diakité, stagiaire au ROCARE ; et Yves Benett. Et finalement Martial Dembélé (Université de Québec à Montréal), Ministre Ann Thérèse Ndong-Jatta (Gambie), et Ministre Moustafa Sourang (Sénégal) du Conseil d'administration du ROCARE.

Kathryn TOURE
Coordonnateur Régional du ROCARE
May 2003
www.rocare.org

SOMMAIRE

SYNTHESE DE LA BIBLIOGRAPHIE	4
---	----------

BIBLIOGRAPHIE ANNOTEE :

<u>Thème 1:</u> Rénovation pédagogique et la formation des enseignants /	10
<i>Pedagogical renewal and teacher development</i>	
<u>Thème 2:</u> Décentralisation/Déconcentration et systèmes éducatifs alternatifs /	
<i>Decentralization; and diversification of delivery systems</i>	27
<u>Thème 3:</u> Généralisation et pérennisation des réformes /	
<i>Implementation of basic education reforms and innovations</i>	52
<u>Thème 4:</u> Pertinence de l'éducation : Adaptation des curricula et l'utilisation	
des langues africaines / <i>Relevance of Education: Adapting curricula</i>	
<i>and using African languages</i>	65

SYNTHESE DE LA BIBLIOGRAPHIE

1. Introduction

L'amélioration de la qualité de l'éducation de base semble aujourd'hui être un des défis majeurs à relever par les systèmes éducatifs, en particulier ceux des pays africains qui, par ailleurs, luttent encore pour l'éducation universelle.

Comme la plupart des pays de l'Afrique subsaharienne, le Burkina Faso est confronté à un dilemme à savoir améliorer la qualité de l'éducation de base dans un contexte caractérisé, d'une part, par un faible taux de scolarisation (moins de 50%) et de grandes disparités régionales, socio-économiques et des disparités entre genre, d'autre part, par une forte déperdition et un faible rendement. En 1997, le taux de succès se situait à environ 26% avec un taux de redoublement avoisinant les 17%. Depuis Jomtien (1990), la qualité de l'éducation est à l'ordre du jour. En effet, cette question était une préoccupation lors de l'élaboration du plan quinquennal de l'éducation de base 1991-1995 ; elle était également une préoccupation des Etats généraux de l'éducation en 1994 et des assises nationales sur l'éducation en 2002 et, enfin, elle constitue l'un des axes principaux du plan décennal de l'éducation de base 2001-2010.

La présente revue de littérature qui vise à faire le point de la littérature pertinente sur la qualité de l'éducation vient donc à point nommé pour éclairer et accompagner la recherche de qualité en éducation.

Le rapport de synthèse comprend une brève description de la politique éducative du Burkina Faso en matière de qualité de l'éducation, suivie d'une synthèse par thème de la revue de littérature effectuée, puis de la conclusion et enfin, les recommandations sous forme de pistes de recherche.

2. La politique éducative nationale en matière d'éducation

Depuis Jomtien (1990), le Ministère de l'enseignement de base et de l'alphabétisation (MEBA) a entrepris plusieurs actions pour gérer ce dilemme en initiant diverses réformes et innovations. On peut citer : les classes à double flux (CDF) en zone urbaine, les classes multigrades (CMG) en zone rurale, la rénovation des curricula, l'augmentation des capacités d'accueil des Ecoles nationales des enseignants du primaire (ENEP) ; la distribution gratuite des manuels scolaires, la création d'une catégorie nouvelle de personnel de supervision et de soutien, à savoir les Instituteurs principaux (I P) ; Les Ecoles satellites (ES) pour rapprocher l'école des élèves, les Centres d'éducation de base non formelle (CEBNF) pour la récupération des enfants de neuf à 15 ans, non scolarisés et déscolarisés; les Centres permanents d'alphabétisation fonctionnelle (CPAF), les Centres d'éducation communautaire (ECOM) développées par la Fondation pour le développement communautaire (FDC), l'expérience TIN TUA développée par une ONG, l'expérience BISSONGO, pour l'éducation de la petite enfance en langue maternelle et dans son milieu, avec l'appui de l'UNICEF.

Aujourd'hui, toute la politique d'éducation de base du Burkina Faso s'inscrit dans le cadre du Plan décennal de l'éducation de base 2001- 2010 qui a été élaboré et qui prend en compte l'ensemble les actions suscitées tout en les renforçant. Il vise les objectifs suivants :

- Porter le taux de scolarisation à 70% en 2010 avec un effort particulier en faveur des filles et des zones les plus défavorisées ;

- diversifier les formules d'éducation de base telles les Ecoles satellites (ES), les centres d'éducation de base non formelle ;
- amener le taux d'alphabétisation à 40% en 2010 etc.

Ce plan comporte quatre (4) programmes et le deuxième porte sur **l'amélioration de la qualité et de la pertinence de l'éducation de base**. Ce programme comprend également un sous-programme « **Projet écoles de qualité** » (PEQ), toute chose qui montre que la qualité de l'éducation est au cœur des préoccupations de la politique éducative du Burkina Faso.

Pour améliorer la qualité de l'éducation, le PDDEB préconise d'agir sur les facteurs essentiels de qualité de l'enseignement que sont, entre autres : les curricula ; la formation initiale et continue des enseignants ; le matériel pédagogique et didactique ; la santé, la petite enfance, les projets écoles de qualité, l'évaluation des compétences.

La réforme des curricula des programmes comporte deux volets, d'une part améliorer les curricula comme tels dans le cadre de l'enseignement classique, par l'approche par les compétences, en vue d'améliorer la pertinence et, d'autre part, la perspective du bilinguisme comme facteur d'amélioration de l'efficacité et de la pertinence.

Concernant la formation initiale et continue des enseignants, la politique éducative préconise d'accroître et de décentraliser le recrutement des enseignants ; la durée de la formation est ramenée de deux à un an ; Quant à la formation continue, elle sera renforcée et se déroulera aussi bien à l'école, par le biais des directeurs ; au niveau des Groupes d'animation pédagogiques (GAP) ainsi qu'à travers les visites des encadreurs pédagogiques, et la formation à distance, les conférences pédagogiques, la création des centres de ressources, la mise à disposition de mallettes pédagogiques, etc.

Pour ce qui concerne le matériel pédagogique, on prévoit la réimpression et la distribution gratuite de livres et de guides du maître, la mise en œuvre d'un système de prêt de livres. Par ailleurs, les initiatives écoles de qualité recevront un appui.

La décentralisation a concerné surtout la création des communes mais sans transferts effectifs de ressources pour l'instant dans le domaine éducatif. Ce transfert est prévu dans les Textes d'orientation de la décentralisation (TOD) rédigés en 1998, cependant, il n'est pas encore effectif. Au niveau du sous secteur éducation de base, il y a eu surtout déconcentration par la création des circonscriptions d'enseignement de base, des Directions provinciales de l'enseignement de base (DPEBA) et des Directions régionales de l'enseignement de base (DREBA). En effet, on n'observe pas une décentralisation des programmes d'enseignement et une autonomie de gestion. En tant que structures déconcentrées de l'Etat, les DPEBA et les régions (DREBA) n'ont pas de budgets propres. Les Associations de parents d'élèves (APE), les Associations de mères éducatrices (AME), les ONG et les municipalités seraient plus décentralisées, malheureusement elles ont une faible influence sur le financement de l'éducation. Elles n'interviennent pas dans l'élaboration des programmes. Elles interviennent, surtout, dans les constructions et la mobilisation des parents d'élèves dans la gestion matérielle des écoles.

La Décentralisation entraîne une mobilisation des acteurs pour l'éducation de base, mais ces apports se limitent essentiellement à l'expansion du système. Elle entraîne, incontestablement, une amélioration de la qualité par l'amélioration de la rétention des élèves à l'école et

l'amélioration des conditions d'existence et de travail des enseignants suite à l'appui des parents d'élèves ; mais il n'y a pas le plus souvent d'intervention dans les programmes enseignés.

3. Synthèse par thème

Ce que nous apprend la revue de littérature sur les différents thèmes.

D'abord, il faut dire que les recherches scientifiques sur la qualité sont assez rares. Nombreuses sont les études qui ne sont pas déposées dans les centres de documentation. La plupart de celles qui sont recensées sont des mémoires de fin d'études. Par ailleurs, la majeure partie de ces études n'abordent pas les sujets sous l'angle qui nous intéresse.

THEME 1 : Rénovation pédagogique et formation des enseignants

Deux types de publications ont été recensés sur le thème de **la rénovation pédagogique et la formation des enseignants**. Si quelques études ont abordé la question de la formation initiale et continue des enseignants, la plupart des écrits sur la rénovation sont des rapports de stage ou de séminaire de formation des enseignants ou des guides pédagogiques proposant aux enseignants des méthodes novatrices par rapport à la pédagogie frontal habituellement utilisée, pour renouveler leurs pratiques.

Concernant la formation initiale des enseignants, quelques études historiques concluent qu'il y a une certaine instabilité dans la durée de formation des enseignants qui vacille entre une et deux ans; des propositions sont faites pour qu'elle soit portée à deux ou trois ans et que le niveau de recrutement soit relevé. Concernant la formation continue, la pertinence des groupes d'animation pédagogique comme espace de formation des enseignants est ressortie. Les rapports de stage et séminaire portent sur diverses méthodes pédagogiques telles que la pédagogie des grands groupes, des méthodes de lecture, les méthodes actives, la relation d'aide et la relation élèves-maître. Enfin, deux textes concernent la formation des intervenants dans les structures préscolaires en matière de méthodes participatives et de production de matériel didactique.

THEME 2 : Décentralisation/déconcentration et systèmes éducatifs alternatifs

Un premier sujet traité est la description de l'état de centralisation des structures du Ministère de l'enseignement de base et de l'alphabétisation (MEBA). Le diagnostic dévoile l'inefficacité des structures déconcentrées (par insuffisance de moyens matériels, humains surtout sur le plan qualitatif, financiers). Toutes les études y relatives conduisent à la même conclusion : « il faut décentraliser ou doter les services déconcentrés de plus de moyens, c'est-à-dire renforcer la capacité de ces structures ».

Un deuxième sujet le plus fréquent est celui du rapport entre déconcentration et/ou décentralisation et offre quantitative ou l'amélioration de la gestion tant au niveau des structures administratives que dans les écoles. La plupart des travaux abordent le sujet sous l'angle de la mobilisation des acteurs (partenaires sociaux, partenaires financiers, apprenants), surtout en matière de financement et de suivi.

Un troisième groupe de thèmes abordent le problème sous l'angle de la relation entre la décentralisation opérée au plan global et la nécessité de l'étendre aux structures du MEBA.

Un quatrième groupe de thèmes traite de la contribution des PTF dans le financement de l'éducation tant en ce qui concerne le renforcement des institutions que l'expansion du système.

Les études qui abordent le thème de la diversification des systèmes éducatifs à proprement parler sont peu nombreuses. Elles concernent surtout les CEBNF, les CPAF, les ECOM. Ces études désignent les parents d'élèves comme des partenaires importants bien qu'ils n'interviennent pas dans la formulation des programmes.

THEME 3 : La généralisation et la pérennisation des réformes éducatives

Les études portant sur la question de la généralisation et pérennisation des réformes restent cependant insuffisantes. En effet sur la centaine de documents recensés dans le cadre de cette étude, un seul document porte sur les tentatives de réforme du système éducatif : la réforme de 1979. Une dizaine a abordé la question des réformes ou des innovations dans ces aspects suivants :

- La participation des parents dans la mise en œuvre des innovations;
- La participation des enseignants dans la mise en œuvre de l'éducation environnementale;
- La contribution des PTF dans l'amélioration de la qualité et de la quantité de l'offre éducative;
- L'utilisation des langues nationales dans les deux sous secteurs de l'éducation de base : le formel et le non formel;
- L'impact des innovations sur le système éducatif.

Le problème de la généralisation ou de la pérennisation est souvent effleuré dans les recommandations et suggestions de ces études. Les unes et les autres soulèvent les difficultés qui entravent la mise en œuvre des innovations, leurs causes et font des recommandations.

Si dans les documents officiels, l'objectif principal des plans d'actions des innovations et autres stratégies vise la généralisation et la pérennisation des actions d'éducation, le constat actuel au Burkina Faso est que concernant les différentes expériences entreprises on parle plutôt d'extension et non de généralisation. Pourquoi une telle situation? L'impression générale est que la tendance actuelle est de faire une extension à la demande et en fonction des besoins des bénéficiaires et du milieu et non de procéder à la généralisation tous azimuts, qui provoque souvent des résistances qui finissent par faire échouer l'innovation ou la réforme dans son ensemble.

THEME 4 : Pertinence de l'éducation : adaptation des curricula et l'utilisation des langues nationales

Concernant l'utilisation des langues nationales, on cherche à introduire à tous les niveaux de l'enseignement de base, c'est-à-dire, dans l'éducation de la petite enfance, dans l'éducation primaire et dans l'alphabétisation. Au niveau préscolaire l'utilisation des langues nationales est concrétisée avec l'expérimentation des Bisongo qui sont des écoles maternelles en langue nationales et gérées par les communautés. Au niveau primaire, les langues nationales sont utilisées dans les écoles satellites durant les trois années de scolarité que comportent ces écoles et bien sur dans les écoles bilingues puisque ou toutes ou l'enseignement se fait en langues nationales et en français durant les cinq années de scolarité. Au niveau de l'éducation non formel, c'est surtout les langues nationales qui sont utilisées.

Les principaux sujets abordés dans les écrits recensés concernent :

- L'impact de l'utilisation des langues nationales sur les performances des apprenants aussi bien dans l'enseignement que dans l'alphabétisation. A ce propos, il ressort que l'utilisation des langues nationale favorise l'apprentissage ; les résultats sont meilleurs, aussi bien dans les écoles satellites que dans les écoles bilingues, comparés à ceux des écoles primaires classiques. Au niveau de l'éducation non formel, certaines méthodes expérimentées donnent de meilleurs résultats. Il s'agit de la méthode Tin Tua, de la méthode ALFAA.
- L'échec en fin de cycle chez les auditeurs des centres d'alphabétisation s'expliquerait par le fait que ces derniers ne sont pas impliqués à l'élaboration des programmes ce qui fait que certains de leurs besoins tels que s'alphabétiser en français ne sont pas pris en compte. La réforme des programmes d'alphabétisation en tenant compte besoins des auditeurs. Il est suggéré, entre autres, d'introduction du Français dans les centres d'alphabétisation comme une suite logique de l'alphabétisation en langues nationales.
- La question du statut social de l'éducation non formelle et des écoles satellites le fait que les sortants des éducations non formelles soient plus limités que ceux qui fréquentent le système scolaire et le fait que les écoles satellites soient perçues comme des écoles rurales ou des écoles pour les quartiers périphériques. Il est suggéré ici, entre autres, de faire des expériences d'apprentissage de la lecture et de l'écriture dans les langues maternelles dans l'éducation préscolaire ainsi que pendant les premiers mois de la scolarité primaire classique ; de donner formation linguistique aux élèves-maîtres des écoles ENEP.
- La question de l'apprentissage du français à partir des langues nationales qui vise à faciliter le processus de bilinguisme de transfert chez les élèves. Mais aussi chez les adultes pour l'apprentissage du français.
- L'importance des déterminants socioculturels dans les déperditions scolaires chez les filles est soulignée; il est recommander la création de structures telles que les garderies populaires pouvant alléger les taches domestiques chez les filles.

4. Conclusion

La présente revue de littérature a permis de faire un premier point, d'une part, de la politique éducative nationale en matière de qualité de l'éducation et, d'autre part, de l'état de la recherche sur la qualité de l'éducation au Burkina Faso. Il ressort que si la qualité de l'éducation semble être une des préoccupations majeures de la politique éducative nationale, au niveau de la recherche, il reste encore beaucoup à faire. En effet, il semble que cet aspect de la recherche en éducation est encore très peu exploré au Burkina Faso, de plus des rapports de recherche, la qualité de la méthodologie laisse souvent à désirer. Il serait souhaitable que les chercheurs en éducation se penchent d'avantage sur la question afin d'accompagner cette problématique de la qualité de l'éducation.

5. Recommandations

Au niveau de la rénovation pédagogique et de la formation des enseignants :

- L'impact de la formation des enseignants, en particulier, de la formation continue sur la qualité de l'éducation Notamment sur les pratiques des enseignants en classe ; sur les performances des élèves ;
- L'impact du niveau de recrutement sur performances des enseignants dans les salles de classes ;
- L'utilisation effective des méthodes novatrices d'enseignement dans les classes ;
- La compétence des enseignants du primaire en matière de réflexion sur leurs pratiques pédagogiques ;
- La capacité d'auto formation des enseignants en vue d'améliorer leurs pratiques ;
- Etudes des effets de la politique de déconcentration existante sur l'amélioration de la gestion administrative et pédagogique de l'éducation ;
- Etudes sur la pérennisation des réformes et innovations en cours au Burkina Faso ;
- Etudes des perspectives de généralisation des réformes et innovations en cours ;
- Etude de suivie de cohorte des élèves des écoles satellites.

THEME 1 :
RENOVATION PEDAGOGIQUE ET
FORMATION PROFESSIONNELLE DES ENSEIGNANTS

1.1 Auteur : BOLDY Mamadou; DAO Alain Bayé
Titre : Module sur l'évaluation de la relation élèves / maîtres
Type de document : Document d'information de sensibilisation, d'exécution et de suivi évaluation
Source : UNESCO (Burkina Faso)
Date : 1997
Nombre de pages : 46

Objectifs : Le module a été conçu pour contribuer à l'enracinement d'une culture positive des questions de genre dans les milieux scolaires et notamment chez les maîtres et les encadreurs.

Méthodologie : On a à faire à une recherche documentaire.

Limites : La mentalité de la société vis-à-vis de la femme dans les pays africains ; l'on pense que les filles sont prédisposées à faire certaines tâches et certaines matières (quand elles vont à l'école) et les garçons aussi d'autres à partir de là, la division s'installe.

Résultats et conclusions : Si les maîtres arrivent à éliminer cette discrimination dans leur comportement de classe, cela doit obligatoirement susciter un élan pour les filles à s'intéresser aux activités de groupe autant que les garçons. Ainsi, il naît une compétition entre filles et garçons; fait qui ne peut que jouer positivement sur l'éducation dans son ensemble. Et le comportement pourra être propagé en dehors de murs de l'école.

Recommandations : Il sera nécessaire de prendre en compte cet état des faits dans la formation des maîtres dès leur formation initiale (ENEP) ou alors organiser des séminaires rigoureux de manière régulière afin d'insister sur la portée de ces méthodes.

1.2 Auteur : BRIBA/TOE Marie-Jeanne, KABORE Honoré, OUEDRAOGO/OUATTARA Fatoumata Dia; OUEDRAOGO Zoïnabo, Bernadette VINCENT et PTTIEZ Lionnel

Titre : La pédagogie de groupes en lecture : une action de formation menée avec la circonscription de Ouaga 1

Type de document : Rapport de formation

Source : Mission française de Coopération et d'action culturelle

Date : Juin 1998

Nombre de pages : 70

Objectifs : L'objectif de ce projet est de dispenser un complément de pratique formatrice auprès de chacun des responsables des huit GAP (Groupe d'animation pédagogique) de la circonscription ainsi qu'un maître par GAP identifié comme maître-ressource, de façon à créer des équipes de proximité pouvant transférer à leur tour auprès de leurs collègues les pratiques qu'elles auront acquises.

Méthodologie : Synthèse de la recherche action associant deux conseillers pédagogiques du PEAB (Projet d'appui à l'enseignement de base), les maîtres-ressources et les responsables des GAP de la circonscription Ouaga 1.

Limites :

Résultats et conclusions : Méthodologies utilisables du cours préparatoire au cours moyen. Pour chaque niveau, des jeux de lecture ou des fiches pratiques aidant à la réalisation d'un questionnaire de jeux de lecture. Ils ont été produit en collaboration avec les maîtres-ressources afin de tenir compte des réalités et des difficultés rencontrées par les maîtres pour la mise en pratique de la pédagogie des groupes en lecture. L'expérimentation dans les classes a permis de comprendre en quoi la pédagogie de groupe doit être efficace et permettre l'évolution des pratiques pédagogiques en lecture. Cet outil, réalisé par quelques enseignants et cadres dynamiques, permettre de pratiquer dans cette circonscription un enseignement efficace de la lecture à l'école primaire.

Recommandations : Que ce document, riche par son contenu, reçoive aussi un bon accueil dans les autres circonscriptions et qu'il devienne une aide précieuse pour tous les maîtres de notre région dans leurs préparations quotidiennes.

1.3 Auteur : CONFEMEN (Conférence des ministres de l'éducation des pays ayant le français en partage)
Titre : L'éducation de base : vers une nouvelle école
Type de document : Document officiel à caractère d'orientation générale
Source : CONFEMEN Dakar, Secrétariat technique permanent
Date : 1995
Nombre de pages : 95

Objectifs : Au niveau politique : (i) la scolarisation des filles, (ii) la décentralisation de l'enseignement, (iii) la planification de l'éducation; et (iv) l'amélioration de la gestion scolaire, (v) le financement et la coordination des aides.
 Au niveau opérationnel : (i) la réforme des curricula, (ii) la motivation, l'encadrement et la formation des personnels de l'éducation, et (iii) la production du matériel didactique : une nouvelle politique.

Méthodologie :

Limites : la fonction enseignante est dévalorisée ce qui est source de démotivation et donc de légèreté dans l'accomplissement de leurs tâches et dans les innovations pédagogiques.

Résultats et conclusions : Cette vision de la CONFEMEN sur l'éducation de base est d'une grande envergure et paraît ambitieuse mais réalisable, il suffit d'une volonté politique et d'une gestion bien coordonnée pour atteindre les objectifs. Ainsi, il faudra associer tous les acteurs de l'éducation de base dans le processus de décision afin de créer une mobilisation soutenue autour d'un tel programme.

Recommandations : Il serait très important d'insérer un tel plan dans le processus d'intégration régionale afin d'harmoniser l'école africaine.

1.4 Auteur :	COULIBALY Zouanso
Titre :	L'évolution de l'enseignement et de la formation des enseignants du primaire au Burkina Faso (1903-1995) : la qualité de l'enseignement primaire en question
Type de document :	Thèse de doctorat
Source :	Université des Sciences et technologies de Lille
Date :	Juin 1997
Nombre de pages :	416
<hr/>	
Objectifs :	Analyser les différentes réformes de la formation des du primaire au Burkina Faso (historique et critique). Apporter une modeste contribution au débat de la qualité de l'enseignement primaire, en prenant en compte les points de vue des enseignants.
Méthodologie :	Recherche documentaire, enquête par questionnaire et entretien individuel.
Limites :	Sujet très vaste nécessitant une étude approfondie dans le cadre d'une équipe de recherche qui dépendrait de l'institut pédagogique du Burkina et de l'université. L'absence d'autres approches et techniques d'analyse.
Résultats et conclusions :	<p>Les cours normaux ont été instituées au Burkina Faso à partir de 1944, afin de former des instituteurs-adjoints, pour faire face à l'insuffisance du nombre des instituteurs par rapport aux besoins en personnel enseignant. Ainsi, on assiste à la création des cours normaux de Koudougou (1945), Ouahigouya (1948) et Ouagadougou (1952), d'un cours normal privé catholique (Toussiana 1944) et d'une école normale (Ouagadougou 1963) puis de l'ENEP de Ouagadougou (1985) et de l'ENEP Bobo-Dioulasso (1994).</p> <p>On note une instabilité dans la durée de la formation des instituteurs-adjoints : Prolongation de la durée de formation de 1 à 2 ans (BEPC + 2 à partir de 1967-1968) Réduction de cette durée 2 à 1 ans de 1985 à 1991 et recrutement parallèle d'un nombre important d'enseignants sans formation. Octobre 1991, retour a la durée de la formation à deux ans.</p>
Recommandations :	Le renforcement de la formation initiale des instituteurs-adjoints de 2 à 3 ans, est nécessaire au regard de la faiblesse de leur niveau de culture générale (BEPC) si on veut dépasser le stade de recettes pédagogiques.

1.5 Auteur : ILBOUDO/ROUAMBA Léontine
Titre : Analyse critique des activités des GAP pour une amélioration de la qualité de l'enseignement de base
Type de document : Rapport de recherche (mémoire de fin de stage)
Source : MEBA/Direction de la formation du personnel
Date : 2000
Nombre de pages : 102

Objectifs : Il s'agit, entre autres, de : (i) De faire des suggestions pour une meilleure participation des enseignants à l'amélioration de la qualité de l'enseignement; (ii) Montrer quelle est l'importance de la qualité de l'enseignement; (iii) Montrer que les GAP aident les enseignants dans la préparation et dans la réussite aux examens professionnels; et (iv) Montrer que c'est pendant l'animation pédagogique que les enseignants ont fait face à leurs difficultés à leurs collègues, car c'est en échangeant qu'on arrive à surmonter les difficultés.

Méthodologie : Enquête par entretien auprès d'un échantillon d'enseignants prélevé au sein des GAP.

Limites :

Résultats et conclusions : L'étude a révélé que les GAP, à travers leurs activités, favorisent la réalisation de beaucoup d'apprentissage et constituent un cadre d'échange et d'amélioration de l'enseignement c'est un cadre de préparation théorique et pratique. Cependant, les GAP connaissent actuellement des problèmes de fonctionnement.

Recommandations : Les principales recommandations sont : (i) Un suivi effectif des GAP par les encadreurs pédagogiques; (ii) formation des enseignants sur les travaux des GAP; (iii) Initiation des enseignants aux techniques de transfert; (iv) Publication des travaux des GAP à la radio; et (v) explication de la grille d'identification des besoins des enseignants à ces derniers.

1.6 Auteur : KONE Batiémoko
Titre : Fonction enseignement et formation des maîtres
Type de document : Rapport de séminaire
Source : DEP/MEBA
Date : Mai 1993
Nombre de pages : 15

Objectifs : Indiquer le type de formation qu'il faut pour rendre pertinent le système éducatif.

Méthodologie : Interviews menées auprès d'enseignants en service à Ouagadougou.

Limites :

Résultats et conclusions : Le personnel enseignant se féminise plus rapidement dans les zones urbaines que dans les zones rurales. Par ailleurs, la gestion du personnel féminin, à cause des congés de maternité et du taux élevé d'enfants par ménage est plus difficile à assurer que celle du personnel masculin. Enfin, le degré de féminisation est plus élevé dans les catégories d'enseignants de moindre qualification. Un nouveau type de maître doit être formé, d'une part, en révisant le programme de formation initiale de l'ENEP et, d'autre part, en l'institutionnalisant un mécanisme régulier de formation continue pour le personnel en cours d'emploi. deux opérations nécessitent une concertation de l'Etat avec des intervenants potentiels et des moyens matériels et financiers.

Recommandations : (i) Organiser un séminaire sur la formation permanente pour mieux la définir en vue de l'élaboration de programme et d'un plan directeur ; (ii) former et stabiliser le personnel chargé de la formation continue ; (iii) motiver les producteurs et les correcteurs en instituant des indemnités et primes de rendement; (iv) doter les services s'occupant de la formation continue de moyens matériels et logistiques pour permettre un service régulier de l'activité pédagogique des maîtres; (v) mettre à jour et enrichir les bibliothèques existantes ; (vi) Organiser des rencontres entre formateurs de l'ENEP et encadreurs pédagogiques sur le terrain; et (vii) revaloriser la fonction enseignante.

1.7 Auteur : LALLOGO Edouard
Titre : La formation initiale des enseignants du primaire au Burkina Faso : l'expérience de l'ENEP de Loumbila
Type de document : Rapport de recherche
Source : Ecole National d'Administration et de Magistrature, Ouagadougou
Date : Mars 1992
Nombre de pages : 72

Objectif : Réfléchir sur la formation initiale du personnel enseignant.
Méthodologie : Recherche documentaire ; administration de questionnaires auprès d'anciens élèves de l'ENEP devenus enseignants ou conseillers pédagogiques et entretien auprès de formateurs de l'ENEP. Analyse qualitative des données.
Limites : Eloignement de certains enquêteurs ; manque de moyen ; manque de disponibilité de certains formateurs de l'ENEP.
Résultats et conclusions : Il ressort des résultats que la création de L'ENEP s'inscrit dans le cadre de la recherche de solution pour un enseignement de qualité. Cependant plusieurs difficultés se présentent dans le processus de la formation et partant jouent sur l'efficacité de la formation. Ces insuffisances constituent des facteurs défavorisant pour une plus grande efficacité de l'action. A court terme, l'efficacité du système pourrait être améliorée si des actions étaient entreprises pour corriger les imperfections sur le plan organisationnel, technique, humain, matériel et financier.
Recommandations : Il s'agit, entre autres, d'augmenter le nombre d'années de formation de un à deux ans dont une année consacrée à la théorie et une à la pratique ; de rehausser le niveau de recrutement à la classe de seconde au lieu du simple BEPC ; de former les formateurs de l'ENEP ; d'augmenter les crédits alloués à l'ENEP.

1.8 Auteur : MEBA
Titre : Stage de formation sur les classes à Double flux et les classes Multigrades
Type de document : Rapport de stage
Source : MEBA
Date : 1992
Nombre de pages : 64

Objectifs : (i) Elever de manière sensible le taux de scolarisation; (ii) Démocratiser davantage l'accès à l'éducation; (iii) Améliorer la qualité de l'enseignement dispensé dans nos classes; (iv) former les enseignants aux techniques et méthodes actives, à l'élaboration des emplois du temps et progression pédagogique.

Méthodologie : Stage de formation organisé à l'intention des directeurs et des enseignants chargés de l'expérimentation du double flux et de l'extension des classes multigrades, ainsi que des inspecteurs et conseillers pédagogiques itinérants de chacune des deux zones concernées.

Limites :

Résultats et conclusions :

Recommandations : Les principales recommandations sont : (i) l'intervention du projet cantine scolaire dans toutes les écoles en zone rurale, impliquées dans le système des classes multigrades; (ii) uniformisation des indemnités allouées aux maîtres expérimentateurs des classes multigrades et des classes à double flux; (iii) pour un meilleur suivi des maîtres expérimentateurs, allouer une dotation de carburant aux encadreurs; (iv) la livraison effective du matériel didactique promis aux élèves et aux écoles ainsi que la réalisation des hangars dans les écoles à double flux.

1.9 Auteur : MEBA / Projet d'Appui à l'Enseignement de Base (PAEB)
Titre : La pédagogie des groupes en lecture : Une action de formation menée avec la circonscription de Ouaga 1
Type de document : Guide - Document officiel à caractère d'orientation générale
Source : MEBA/PAEB, Ouagadougou
Date : Juin 1998
Nombre de pages : 70

Objectifs : (i) Fournir un guide pratique aux maîtres; (ii) aider les maîtres à organiser la méthode dans leur classe, pour la lecture; (iii) élaborer une méthodologie de gestion pour les classes à double flux ou les classes multigrades; (iv) stimuler l'activité des élèves; et (v) faciliter la tâche des maîtres tout en les rendant plus efficaces.

Méthodologie : La méthode utilisée est la recherche action, l'observation directe suivie de la rédaction d'un recueil « descriptif » de méthodes pratiques d'enseignement (lecture surtout).

Limites :

Résultats et conclusions : L'utilisation de ces méthodes favorisera chez les élèves une meilleure performance en lecture et une meilleure intégration des connaissances. Chez les maîtres, elle permettra un enseignement plus efficace de la lecture à l'école primaire.

Recommandations : Nous suggérons une expérimentation test de ce document afin de mettre en exergue des « pratiques efficaces » à généraliser et des « pratiques inefficaces, voire nocives » à bannir. Il serait également souhaitable de mettre en place un comité interne (au corps enseignant) de suivi de cette mise en œuvre, afin de limiter les aléas et pouvoir ainsi observer les effets dus aux méthodes.

1.10 Auteur : Ministère des Enseignements Secondaire, Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESSRS) / MEBA : DIES - INSE - IPB
Titre : Pédagogie des grands groupes
Type de document : Document cadre de l'enseignant : conseils-Guide
Source : MEBA
 Direction de la formation des personnels
Date : 2000
Nombre de pages : 117

Objectifs : Proposer des « remèdes » pour les classes à gros effectifs.
Méthodologie : La recherche documentaire et l'observation directe. Le cadre analytique utilise un raisonnement basé sur des techniques qualitatives.
Limites :
Résultats et conclusions : Ce document fournit une étude appréciable du système éducatif burkinabé actuel (1991). Il montre en effet la réduction de l'efficacité de l'enseignement quand la taille de la classe est élevée. Loin de s'arrêter là, le document fournit les solutions et des propositions de solutions visant à améliorer la performance du système éducatif.
Recommandations :

1.11 Auteur : NEUN Régine, BERNATH Dorette et GUIGMA Sylvie
Titre : Formation et perfectionnement des formateurs du personnel du préscolaire en pédagogie
Type de document : Rapport de séminaire de formation
Source : Ministère de l'action sociale et de la famille
Date : 1992
Nombre de pages : 55

Objectifs : Améliorer les prestations des moniteurs. De façon spécifique : (i) transmettre des données pédagogiques de manière active; (ii) établir un programme d'activités préscolaires; (iii) réaliser un théâtre de marionnettes; (iv) inventer des contes et les dire de manière active.

Méthodologie : Session de formation avec utilisation de méthodes actives.

Limites :

Résultats et conclusions : Contenu de la formation : Contes, des marionnettes ; éducation préscolaire pour la petite, la moyenne et la grande section ; proposition d'un emploi de temps pour les garderies et jardins d'enfants ; jeux de groupes.

Recommandations :

1.12 Auteur : OUEDRAOGO A.
Titre : L'apprentissage de la lecture et le contenu des manuels scolaires au BF
Type de document : Recueil d'articles
Source : ORSTOM, Paris (France), Chronique du Sud
Date : 1995
Nombre de pages : pp. 92 - 97

Objectifs : Montrer l'expérience antérieure de l'enfant et ses apprentissages scolaires, le contenu scolaire et la valorisation de l'image de l'enfant.

Méthodologie : Une approche historique qui a permis de retracer les processus de scolarisation de la période pré coloniale à nos jours. Une approche comparative qui a consisté à mettre en commun les données recueillies par les membres. Trois niveaux d'analyses sont apparus comme incontournables : (i) une analyse macro-sociale; (ii) une analyse micro-sociale et anthropologique réalisée à partir d'études de cas; (iii) une analyse au niveau se situe au plan des discours et pratiques scolaires, des politiques scolaires.

Limites : L'auteur n'a pas évoqué de limites.

Résultats et conclusions : A l'issue de cette réflexion, on peut retenir que l'apprentissage de la lecture est un phénomène complexe dont la compréhension ne peut se limiter à l'étude d'un seul type d'opération cognitive. Les rapports que l'enfant établit avec le texte de lecture impliquent la prise en compte d'une multiplicité de facteurs, dans le contexte burkinabé et africain en général, ces rapports traduisent à l'échelle individuelle, les relations plus globales entre l'école et la société, relations constamment stigmatisées en termes de reconnaissance et de valorisation de ressources préexistantes dans le milieu.

Recommandations :

1.13 Auteur : OUEDRAOGO/OUEDRAOGO Andréa
Titre : La pratique des méthodes actives dans la circonscription de Ouaga N° 3 : difficultés pédagogiques et solutions possibles
Type de document : Rapport de recherche (Mémoire de fin de formation)
Source : MEBA (Ministère de l'enseignement de base et de l'alphabétisation), Direction de la formation des personnels (DFP)
Date : 2000
Nombre de pages : 117

Objectifs : Contribuer à aider les enseignants à réussir dans la pratique professionnelle, dans l'optique d'améliorer la qualité de l'enseignement. De façon spécifique, il s'agit d'identifier les causes réelles qui rendent difficiles la pratique et proposer des solutions.

Méthodologie : L'échantillonnage a été effectué auprès d'encadreurs, d'enseignants titulaires de classes et d'élèves-maîtres en stage dans la Circonscription d'enseignement de base de Ouagadougou n° 3. Les données ont été collectées au moyen de questionnaires, d'entretiens et d'une grille d'observation.

Limites :

Résultats et conclusions : L'étude a décelé un certain nombre de lacunes à corriger, telles que : la méconnaissance des techniques des procédés et des principes pédagogiques des méthodes actives par les enseignants ; l'utilisation de l'enseignement magistral, l'existence d'un climat rigide dans la classe; des relations pédagogiques verticales ; le manque de formation initiale et de stages de recyclage ; une préparation écrite inadaptée ; etc.

Recommandations : Pour un encadrement efficace, l'Etat doit poursuivre l'effort de multiplier le nombre des Circonscriptions d'Enseignement de Base (Inspections primaires) pour diminuer les effectifs des enseignants à encadrer par inspecteur.
 En début d'années scolaires, l'Inspecteur, chef de circonscription devrait rappeler les finalités de l'éducation afin que chaque enseignant ait en mémoire ce la nation attend des enfants dont il a la charge. Rappeler les principes qui guident l'action du maître en pédagogie active, assurer la formation continue des enseignants. Les enseignants doivent faire preuve de bonne volonté.

1.14 Auteur : PALE/TRAORE, Célestine
Titre : Représentations de conseillers pédagogiques du Burkina Faso à l'égard de leur formation méthodologique
Type de document : Rapport de recherche (thèse)
Source : Université de Montréal
Date : 2000
Nombre de pages : 262

Objectifs : (i) Identifier les apprentissages d'ordre méthodologique réalisés par les conseillers pédagogiques; (ii) Analyser le jugement que les conseillers pédagogiques portent quant à la pertinence de leur formation méthodologique et l'adaptabilité des méthodes ou techniques apprises dans leur propre contexte d'intervention auprès des enseignants; (iii) Analyser l'application que les sujets font ou projettent faire des méthodes apprises; et (iv) Effectuer une analyse comparative des dimensions et éléments identifiés dans les représentations des conseillers pédagogiques à l'égard de leurs formation méthodologique.

Méthodologie : Recherche de type qualitative exploratoire, utilisant l'entretien semi-dirigé auprès d'un échantillon non probabiliste de six conseillers pédagogiques en formation et six en exercice; traitement des données par la méthode d'analyse de contenu.

Limites : Nombre réduit de l'échantillon; objet d'étude purement qualitatif.

Résultats et conclusions : Il ressort, entre autres, que les méthodes ou techniques acquises sont jugées utiles par les sujets en tant qu'outils pour leurs propres interventions auprès des enseignants; mais que la qualité des connaissances y relatives est plutôt faible et déplorée; certains conseillers évitent d'utiliser certaines méthodes innovantes, par peur des jugements, attitudes, attentes ou comportements négatifs de la part des enseignants et, ou encore de la résistance, l'opposition ou la mise en doute de leurs compétences par des supérieurs hiérarchiques ou des pairs.

Recommandations : Amener les professeurs à adopter des méthodes participatives, telles que l'analyse et la réflexion sur la pratique, des mises en situation suivies d'échanges et de rétroaction, la résolution de problème, les échanges et la formation entre pairs. Pratiquer la formation par alternance. L'ensemble de l'expérience vécue sur le terrain devrait être l'objet d'analyses et de réflexions critiques en cours de formation.

1.15 Auteur : VASSET-GOSSON Marie Hélène
Titre : Les activités en ateliers à l'école maternelle et la formation des maîtres : une expérience en Afrique francophone
Type de document : Rapport de consultation
Source : Ministère de l'action sociale et de la famille
Date : 1992
Nombre de pages : 25

Objectifs : Aider les enseignants à régler, à court terme, les problèmes d'ordre matériel et à long terme, les difficultés d'ordre pédagogique. Offrir une proposition d'organisation de la classe ou d'un moment de la journée, permettant une relation différente, plus proche avec les enfants.

Méthodologie : Session de formation en trois phases : (i) premier contact et ébauche du projet de formation ; (ii) la pédagogie par atelier comme réponse aux difficultés des enseignants burkinabés ; et (iii) l'évaluation.

Limites :

Résultats et conclusions : Il ressort, entre autres, de la formation que la pratique des ateliers permet d'aider les institutrices burkinabé à régler, à court terme, des problèmes matériels et, à long terme, les difficultés d'ordre pédagogique.

Recommandations : Le formateur doit permettre aux enseignants d'avoir une démarche de réflexion vis-à-vis de leur pratique afin de mieux l'adapter aux situations et aux élèves rencontrés.

1.16 Auteur : YAMEOGO Lamoussa Alphonse
Titre : La problématique de l'utilisation des moyens audiovisuels dans l'enseignement primaire au Burkina Faso
Type de document : Rapport de recherche
Source : MEBA-DFP
Date : 1998
Nombre de pages : 95

Objectifs : (i) Comprendre les phénomènes liés à l'utilisation des moyens audiovisuels dans l'enseignement primaire. (ii) Contribuer à la recherche de la qualité de notre enseignement à travers l'utilisation des moyens audiovisuels.

Méthodologie :

Limites :

Résultats et conclusions : L'utilisation des moyens audiovisuels dans l'enseignement primaire, au-delà de la quantité et de la rapidité de l'acquisition des notions, favorise la qualité de l'enseignement et son influence en profondeur et permet de développer chez les élèves un esprit critique face aux médias. Ils sont un puissant moyen de motivation et peuvent modifier le statut de consommateurs passifs des élèves, leur mode d'acquisition des connaissances.

Recommandations : Réduire le coût du matériel audiovisuel en faveur des écoles. La formation du personnel enseignant pour l'élaboration de fiches permettant l'exploitation des émissions diffusées par les médias et introduction de documents audiovisuels dans le processus d'apprentissage.

THEME 2 :
**DECENTRALISATION/DECONCENTRATION ET
SYSTEMES EDUCATIFS ALTERNATIFS**

2.1 Auteur : BAKO Vincent
Titre : L'éducation non formelle en milieux ouvert et fermé des enfants en difficulté : cas du Centre d'éducation spécialisée de formation (CESF) et l'Aide à toute enfance en détresse (ATD)-Quart Monde
Type de document : Mémoire ENAM
Source: ENAM - Ouagadougou
Date : 2002
Nombre de pages : 119

Objectifs : Réfléchir sur les possibilités qu'offre l'éducation non formelle aux enfants défavorisés de se prendre en charge, d'être à l'abri de la misère et de l'exclusion sociale et de jouer le rôle utile dans la communauté. Mesurer l'apport et les opportunités d'insertion qu'offre cette forme d'éducation.

Méthodologie : Les données ont été collectées à partir d'une revue documentaire, d'enquête auprès des enfants en difficulté et des responsables administratifs des institutions concernées, du Ministère de l'action sociale et de l'Institut Nationale de l'Education de base non formelle. Elles sont complétées par observations directes.

Limites : Néant.

Résultats et conclusions : Les résultats obtenus par le CESF et l'ATD-Quart monde permettent d'envisager l'avenir avec optimisme mais ils ne répondent pas pour le moment à toutes les attentes des enfants à cause des multiples difficultés auxquelles ils sont confrontés dans l'accomplissement normal de leurs activités à savoir, l'insuffisance d'un personnel en quantité suffisante et qualifié dans tous les domaines de formation offerte aux enfants, le sous équipement des salles et ateliers de formation, l'insuffisance des moyens, l'absence de cadre de concertation et surtout l'absence de prise en charge totale des enfants pour leur installation après les formations reçues.

Recommandations : Il serait opportun d'entreprendre un certain nombre de dispositions qui puissent permettre à ces structures de réussir leur mission et de pouvoir justifier leur raison d'existence. Pour cela, nous suggérons que soient prises les mesures suivantes : (i) l'augmentation de la capacité d'accueil des centres afin de leur permettre de faire face à la forte demande de plus en plus croissante des enfants en difficulté ; (ii) le renforcement de la contribution de l'Etat ; (iii) l'équipement complète des salles et ateliers ; (iv) la dotation des structures en personnel qualifié ; (v) la coordination des interventions auprès des enfants ; (vi) le renforcement de la capacité d'auto-financement des centres par l'accroissement de la production ; (vii) la tenue de statistiques régulières sur les enfants encadrés ou ayant été encadrés ; (viii) l'adoption de cours approprié au profil linguistique des entrants dans les centres en appliquant les formules d'alphabétisation / formation en langue nationale ; (ix) la mise en place d'un comité inter ministériel pour un suivi et une meilleure coordination des actions en faveur des enfants en difficulté.

2.2 Auteur : BAMA B. Richard
Titre : La contribution des partenaires du Système des Nations unies à l'expansion et à l'amélioration de la qualité de l'enseignement primaire au Burkina Faso : cas de la province du Sanguié
Type de document : Mémoire ENAM
Source : ENAM Ouagadougou
Date: 2002
Nombre de pages : pp. 29 - 48

Objectifs : L'auteur traite de la contribution des écoles satellites à l'expansion et à l'amélioration de la qualité de l'enseignement primaire dans la province du Sanguié à travers la réalisation des infrastructures et l'accroissement des effectifs scolaires ; l'implication des communautés de base dans la gestion de ces établissements et les résultats scolaires des écoliers des écoles satellites. Il se propose aussi, d'identifier quelques difficultés qui minent les actions du SNU et faire des propositions de solutions susceptibles de dynamiser les structures pour un meilleur soutien aux écoles.

Méthodologie : La collecte des données est fondée à la fois sur la recherche documentaire et l'enquête auprès des directeurs et enseignants d'écoles satellites, d'APE et d'AME et d'encadreurs pédagogiques. Les techniques d'analyse n'ont pas été spécifiées par l'auteur.

Limites : Néant.

Résultats et conclusions : L'UNICEF a contribué à développer l'enseignement primaire dans la province du Sanguié et partant dans tout le pays. Son appui a été très appréciable. De l'analyse des actions réalisées, il est ressorti une amélioration de la qualité et une expansion de l'enseignement primaire dans la province du Sanguié sans négliger la promotion de l'éducation des filles et le renforcement institutionnel. L'auteur expose une longue liste de difficultés que l'UNICEF rencontre et qui entravent la mise en œuvre du projet écoles satellites.

Recommandations : A la suite de cela il fait une série de propositions :

- Respecter le critère de distance 3 à 5 km entre les écoles satellites et les écoles d'accueil.
- Prendre en compte les éléments socio-culturels telles que la rivalité séculaire entre village d'implantation de l'ES et village d'implantation de l'école d'accueil, la considération sociale.
- Doter toutes les écoles satellites de logements pour les maîtres qui ne sont pas issus du milieu.
- Doter toutes les écoles satellites de cantines scolaires. Les cantines scolaires sont devenues des dépendances indispensables, surtout pour les écoles « de brousse ». Leur existence conditionne souvent la dotation de l'école en vivres.
- Doter les écoles satellites d'armoires de rangement pour les écoles qui n'ont pas pris en compte le placard dans le plan de construction.
- Prévoir plusieurs sessions de formation, de recyclages périodiques basés sur les besoins réels des enseignants. Il est

souhaitable que des formations et recyclages interviennent pendant les grandes vacances scolaires.

- Faire en sorte que les encadreurs (IEPD et CPI) s'impliquent dans le suivi des ES car les visites de classes sont rares, difficultés de bénéficier des fournitures scolaires distribuées gratuitement aux maîtres des écoles classiques.
- Poursuivre la formation des encadreurs (IEPD, CPI, Superviseurs) en langues nationales.
- Motiver les enseignants en améliorant leurs conditions de vie, leur rémunération et leurs conditions de travail.
- Assurer la participation communautaire qui est l'un des éléments véritablement novateurs des ES et une de leurs conditionnalités essentielles.
- Continuer les tâches de sensibilisation, d'information et de formation des comités villageois de gestion (CVG), des APE.
- Veiller au renouvellement des structures dirigeantes des CVG pour éviter l'enlisement, la routine voire la sclérose initiatives.
- Affirmer la responsabilisation technique et politique du MEBA dans le devenir des ES.
- Etudier et résoudre au mieux et dans les délais raisonnables la situation des enseignants des ES du point de vue de leurs carrières administrative et professionnelle, des perspectives d'avenir.
- Harmoniser et un alléger les procédures administratives et financières entre le MEBA et les partenaires au développement.
- Permettre l'intégration des sortants des ES dans les écoles d'accueil en leur donnant un équipement complémentaire.
- Mettre sur pied un programme de formation intensive à la transcription des langues nationales mais aussi à la méthode de l'enseignement bilingue.

2.3 Auteur : BATIGA Adounga
Titre : Participation des collectivités locales à l'œuvre éducative dans les écoles primaires publiques : exemple de la commune de Bogodogo
Type de document : Mémoire de fin de formation des IEPD
Source : Maison d'édition, institution et lieu : MEBA - DFP
Date : Juin 2001
Nombre de pages : 78

Objectifs : (i) Recenser la nature et les modes d'intervention des partenaires ; (ii) identifier les entraves à la participation des collectivités locales ; (iii) repérer les attentes des communautés de base à l'égard de l'école ; (iv) proposer des procédures pour le renforcement de l'implication des partenaires dans les écoles primaires publiques.

Méthodologie : L'auteur a exploité les documents existant sur le sujet et a également réalisé une enquête de différents acteurs concernés par l'étude. L'analyse est descriptive.

Limites : Néant.

Résultats et conclusions : L'auteur arrive à la conclusion que parmi ces stratégies le MEBA propose "la prise en charge de l'éducation par les collectivités locales par le biais de la décentralisation ». Pour lui, les différentes mutations sociales et les exigences du développement influent grandement sur l'appartenance administrative de l'école, sa conception même, la structuration de ses programmes, le rôle des enseignants et des partenaires externes. Ainsi l'implication des collectivités locales à la prise en charge de l'éducation devient une nécessité mais également va dans le sens du droit reconnu aux communautés quant aux orientations scolaires. L'enquête que l'implication des collectivités locales peut améliorer le fonctionnement des écoles primaires publiques.

Recommandations : Ses recommandations sont élaborées en fonction des acteurs. Le désengagement de l'Etat doit se faire de façon progressive en tenant compte des possibilités économiques des régions. La mairie doit regrouper les représentants des différentes couches sociales afin de définir une politique locale de développement de l'éducation de base au niveau de son ressort territorial. Les ONG, les associations et jumelage peuvent appuyer l'administration et les écoles dans les constructions des classes et la dotation de matériel et de mobilier. Les Privés peuvent participer à l'expansion et à la qualité de l'éducation par la création d'écoles et de centres ménagers et manuels. Les APE et AME peuvent participer à la définition de la politique locale de l'éducation de base au niveau locale et aussi contribuer à la construction des curricula d'enseignement dans leur collectivité locale.

2.4 Auteur : BEMBAMBA Mahamadi
Titre : Contribution du projet de programmation et d'exécution du développement intégré (PEDI) à l'extension de l'enseignement primaire et de l'alphabétisation des adultes au Sanmatenga
Type de document : Mémoire ENAM
Source: ENAM - Ouagadougou
Date : Mars 1994
Nombre de pages : 160

Objectifs : Faire ressortir la contribution du projet PEDI dans l'extension de l'enseignement primaire et de l'alphabétisation des adultes au Sanmatenga. La contribution du projet dans le relèvement du taux de scolarisation dans la province du Sanmatenga.

Méthodologie : La collecte des données basées sur la recherche documentaire et les enquêtes par questionnaires auprès des paysans alphabétisés des CPAF.

Limites : Non évoqués par l'auteur.

Résultats et conclusions : La contribution du PEDI à l'enseignement primaire et à l'alphabétisation des adultes a été considérable. Il a investi pour plus de 125 millions FCA en classes, logements, réhabilitation en six ans, sans compter la formation des enseignants et autres. Les écoles PEDI ont eu des résultats très élevés au CEP. L'effectif d'élèves est passé de 52 en 1989 à 651 en 1993. La contribution au niveau de l'éducation non formelle est tout aussi appréciable.

Recommandations : Procéder chaque fois à une analyse critique des institutions en vue d'une classification des tâches et, de susciter l'union des énergies et l'utilisation rationnelle des moyens humains, matériels, logistiques et financiers. Doter progressivement chaque village de CPAF. Le PEDI pourrait accentuer la formation en post-alphabétisation, veiller à réduire la disparité du nombre d'alphabétisés par village.

2.5 Auteur : BOMONIE Charles Kasouy
Titre : Décentralisation au B.F. : analyse herméneutique du processus décentralisation au MEBA
Type de document : Mémoire maîtrise en éducation
Source : Faculté d'éducation, Université d'Ottawa/Ontario Canada
Date : Juillet 2002
Nombre de pages : 158

Objectifs :	Les objectifs de l'étude portent sur la nature de la décentralisation au MEBA et l'étendue des pouvoirs transférés aux organes périphériques : les types de décisions spécifiques qui se prennent à divers niveaux des structures du ministère ; les caractéristiques atypiques et identifiables du portrait de la structure décentralisée du MEBA et les mécanismes de régulation privilégiés.
Méthodologie :	L'étude est basée sur une recherche documentaire. Elle utilise la technique de l'analyse herméneutique qui consiste en une interprétation des textes. Cette analyse herméneutique de contenus est fondée sur une méthode de collecte de documents officiels. Elle privilégie une codification des informations selon la méthode d'analyse mixte, d'analyse de contenu.
Limites :	Les résultats ne peuvent pas être généralisés à d'autres systèmes éducatifs d'autres pays. Les conclusions de cette étude sont indissociables du contenu des documents analysés et de la démarche méthodologie privilégiée de cette recherche. La comparaison des résultats avec ceux d'autres études doit être restrictive.
Résultats et conclusions :	L'analyse montre que les réformes au BF se fondent sur deux types de décentralisation avec les objectifs spécifiques : la décentralisation politique « collectivité locale » et une décentralisation administrative (déconcentration) « circonscription administrative ». Elle présente les changements amorcés dans le cadre de la réorganisation administrative et de la consolidation des réformes antérieures intervenues au MEBA. Elle porte sur les objectifs visés par les réformes, les conditions dans lesquelles se déroule la décentralisation, la structure du MEBA et la répartition des responsabilités, le mode de régulation et les sources de légitimité des différents pouvoirs de décision.
Recommandations :	Les principales suggestions sont : (i) stabiliser la déconcentration administrative et technique ; (ii) offrir plus d'autonomie aux structures déconcentrées ; (iii) évaluer les programmes scolaires avant toute nouvelle expérimentation ; (iv) former les directeurs d'écoles en gestion administrative ; (v) améliorer le fonctionnement du Ministère.

2.6 Auteur : DABIRE Batonoman Pascal
Titre : Le développement de l'enseignement primaire dans la province du Houet de 1980 à 1998
Type de document : Mémoire ENAM
Source : ENAM - Ouagadougou
Date : 1999
Nombre de pages : 83

Objectifs : Contribuer à édifier une carte scolaire la plus précise que possible de la commune de Bobo-Dioulasso et du même coup de la province du Houet par des propositions des normes à partir des objectifs fixés par le PDDEB et par la proposition d'une carte prospective.

Méthodologie : La collecte des données est basée sur une recherche documentaire par la lecture des ouvrages généraux et spécifiques, des enquêtes de terrain (visites dans les écoles de la commune de Bobo-Dioulasso) et des entretiens individuels. L'analyse est descriptive.

Limites :

Résultats et conclusions : Le rapport fait d'abord le diagnostic de la province et de la Commune en prenant comme espace les mairies d'arrondissements et les secteurs géographiques. Il en ressort de grandes inégalités. Ensuite il s'engage dans l'élaboration d'une carte scolaire pour réduire les disparités et assurer un enseignement de qualité. Mais il s'en tient en réalité à la projection des besoins sans que leur localisation ne soit précisée. L'étude ne comporte aucune carte.

Recommandations : Considérant les insuffisances graves dans le système éducatif et surtout dans l'enseignement primaire et pour un réel développement de cet ordre d'enseignement nous recommandons que :

- des normes de taille des écoles, des classes et des effectifs soient définies pour une meilleure efficacité interne ;
- des normes de ratio d'encadrement soient fixées pour un meilleur encadrement des maîtres ;
- des aires de recrutement soient bien déterminées et respectées afin de réduire la distance à parcourir par les enfants ;
- les domaines scolaires soient bien déterminés et que des textes réglementaires soient pris en la matière afin d'éviter les conflits ;
- le choix des lieux d'implantations des lieux des écoles respecte les normes de sécurité ;
- les planificateurs soient formés en nombre suffisant afin de disposer des statistiques fiables au niveau central, régional et local. Des moyens adéquats doivent être mis à leur disposition pour renforcer leur efficacité ;
- une collaboration étroite s'établisse entre les services de l'éducation et ceux des autres services décentralisés oeuvrent dans le même domaine (commune province.) ;

- la répartition des enseignants et l'utilisation des locaux se fassent de manière rationnelle, afin de réduire les disparités entre les grands centres urbains et les campagnes ;
- dans les lotissements, les autorités communales prévoient des sites pour l'implantation des écoles publiques et privées ;
- la politique "un village, une école" soit poursuivie afin d'augmenter le taux de scolarisation ;
- une autonomie réelle soit accordée aux services décentralisés afin de leur permettre de remplir efficacement leurs missions ;
- les écoles soient suffisamment équipées en matériel didactique afin d'améliorer la qualité de l'enseignement ;
- tous les maîtres tenant une classe reçoivent une ou deux inspections par an ;
- les textes en matière d'ouverture d'école soient respectés afin de sécuriser les enfants et leur offrir un cadre de travail approprié ;
- les décideurs encouragent les fondateurs d'établissements privés à recruter les sortants des écoles de formation pour un enseignement de qualité ;
- la mesure attribuant les bourses uniquement aux filles soit rapportée car tous les enfants sont égaux et cette mesure est discriminatoire.

2.7 Auteur : Harry Anthony PATRINOS et David Laksmanan ARIASINGAM
Titre : Décentralisation de l'enseignement. Financements axés sur la demande
Type de document : Rapport d'expert
Source : Banque mondiale, Washington, DC
Date : 1998
Nombre de pages : 57

Objectifs :	Les auteurs proposent un financement de l'étude axé sur la demande (« chèque-éducation ») en ce que les subventions seront désormais accordées directement aux établissements ou aux élèves sur la base de la demande exprimée par ces derniers.
Méthodologie :	La collecte des données s'est basée sur la recherche documentaire et des entretiens. L'analyse est descriptive et utilise des techniques quantitatives ou qualitatives.
Limites :	
Résultats et conclusions :	Pour leur argumentation, les auteurs ont exposé plusieurs exemples dont ceux du Bangladesh, du Tchad, de la Colombie, de la république dominicaine, de Jamaïque, d Chine, du Pakistan. Mais ils considèrent qu'en ce qui concerne la mise en œuvre de financement axé sur la demande dans le cadre de projets d'éducation, il faudra encore un certain temps avant de pouvoir juger l'utilité générale de cette méthode. Pour commencer ils proposent des expériences pilotes.
Recommandations :	Permettre la participation et l'appui des bénéficiaires dans l'exécution des projets : <ul style="list-style-type: none"> - Favoriser la participation active des parents par la création de comités villageois d'éducation ; - Favoriser la participation du secteur privé, pour aider les pouvoirs publics à résoudre les problèmes d'accès à l'éducation ; - Tisser des partenariats avec des entreprises commerciales, celles-ci peuvent jouer un rôle crucial dans l'obtention d'appui ; - Souplesse : choisir des méthodes souples qui prévoient l'évaluation périodique lors de la conception d'un programme d'incitations financières ; - Renforcement des compétences : toute stratégie d'exécution du projet exige la formation d'administrateur et de participants et le renforcement des institutions existantes ; - Participation : Ne pas hésiter à solliciter la participation des ONG locales si l'on veut obtenir des résultats sur le terrain ; - Adéquation culturelle : Atténuer sensiblement les inégalités existantes en accordant des concessions aux populations minoritaires et autochtones et en encourageant l'octroi des bourses ciblées ; - Egalité des chances : adopter une réglementation de financement et d'information pour concevoir et appliquer un programme d'octroi direct de chèque - éducation aux élèves les plus démunis ;

- Transparence : la conception d'un mécanisme de subventions forfaitaires par étudiant doit reposer sur des formules de transfert de fonds précises simples et transparentes.

2.8 Auteur : ILBOUDO K. Ernest, KABORE Benoît
Titre : Recherche opérationnelle sur la coopération en éducation de base dans les pays d'Afrique de l'Ouest francophone
Type de document : Rapport de recherche
Source : ROCARE-Burkina Faso / CEDRES, Ouagadougou
Date : Mars 2001
Nombre de pages : 111

Objectifs :	Objectif principal : évaluer la nature, l'ampleur et la contribution des communautés à la prise en charge de l'école. Les objectifs spécifiques sont : (i) recueillir, analyser et diffuser les réalisations les plus significatives, formelles ou non formelles visant à favoriser la prise en charge de l'éducation par le milieu ; (ii) dégager les orientations stratégiques et les modèles d'actions privilégiées ; et (iii) constituer une banque d'informations utiles.
Méthodologie :	Les étapes de la recherche ont consisté : (i) en recherche documentaire sur place à Ouagadougou ; (ii) en entretiens avec les responsables centraux (étatique ou privés) à Ouagadougou sur les politiques des différents acteurs en matière de prise en charge de l'école par les communautés de base ; (iii) en recherche sur place à Ouagadougou auprès des services techniques sur les cheminements scolaires au niveau national ; (iv) en tournées à Ouagadougou et en provinces pour le repérage des écoles susceptibles de faire partie de l'échantillon ; (v) en enquêtes terrain sur les cheminements scolaires et l'administration du questionnaire sur les modalités, l'impact de la prise en charge et d'un test de niveau en mathématique et français aux élèves ; et (vi) en l'exploitation des données et la rédaction du rapport final.
Limites :	Néant.
Résultats et conclusions :	De cette enquête, on peut tirer quelques conclusions essentielles. De plus en plus, on assiste à une implication des parents d'élèves et des communautés de base dans la vie de l'école. (i) Le soutien est plus fort dans le milieu rural ; (ii) les formes de participation des communautés au développement de l'école sont très variées ; (iii) l'implication des communautés revêt divers degrés ; (iv) l'école prise en charge est beaucoup plus proche du milieu que les autres ; (v) la pauvreté est le principal facteur limitant la prise en charge de l'école par les communautés de base ; et (vi) La prise en charge n'entraîne pas automatiquement et systématiquement de plus grandes performances.
Recommandations :	Au regard du diagnostic les suggestions faites par les auteurs sont : (i) maintien du rôle de l'Etat ; (ii) renforcement de la coopération entre les acteurs ; (iii) intensification de la sensibilisation en direction des parents ; (iv) lutte contre la pauvreté ; (v) adaptation des programmes aux réalités du milieu.

2.9 Auteur : KIBORA Ludovic O.
Titre : Etude pour amélioration de la qualité de l'apprentissage et de la participation communautaire au sein des ECOM
Type de document : Rapport d'étude de consultant
Source : Maison d'édition, Save the Children, UNESCO Ouagadougou, UNICEF - Ouagadougou
Date : Novembre 1999
Nombre de pages : 33 pages

Objectifs : L'objectif du document est de présenter : (i) un historique des ECOM /FDC /Save The Children ; (ii) une synthèse des résultats recueillis sur le terrain ; et (iii) une analyse de ces résultats, suivie de suggestions et recommandations.

Méthodologie : La collecte des données a été réalisée à partir d'une revue documentaire et d'un entretien semi-directif (appliquée à l'évaluation pédagogique) et d'une évaluation directe. Huit (8) écoles communautaires ont été retenues.

Limites : Néant.

Résultats et conclusions. : Presque toutes les ECOM sont confrontées au problème des abandons qui atteignent les 50% des débuts à nos jours. Les raisons de ces abandons sont : (i) le fait que certains parents n'arrivent pas à payer les frais de scolarisation, et (ii) les élèves ont parfois des difficultés de transfert de la langue nationale au français.

Recommandations : Il serait souhaitable de recruter autant que possible des enseignants d'un niveau scolaire élevé et d'effectuer les formations initiales en tenant compte de ce niveau. Concernant les curricula, il serait souhaitable de les intégrer dans les programmes de formation pilotés par le MEBA. La formation en français devrait donc être intensifiée pour permettre aux élèves de faire la distinction nette entre son et signes du français et ceux du mooré.

2.10 Auteur : KIENDREBEOGO Moussa
Titre : Les mesures de déconcentration et de décentralisation en cours au Ministère de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation. Acquis - insuffisances - perspectives
Type de document : Mémoire -ENAM
Source : ENAM (Ouagadougou)
Date : 2000
Nombre de pages : 80

Objectifs : Le but du document est de faire ressortir les aspects positifs (acquis), négatifs (insuffisances) et proposer des solutions (perspectives) dans le cadre de la déconcentration et de la décentralisation dans le secteur de l'éducation de base.

Méthodologie : La méthode de collecte des données est fondée sur la recherche documentaire. L'analyse est qualitative.

Limites : Non évoqué.

Résultats : L'auteur n'expose comme promis les acquis et les insuffisances de la décentralisation et de la déconcentration mais ceux de l'enseignement primaire en général. Il soutient par contre la déconcentration et la décentralisation pourraient permettre de résoudre ces problèmes. Burkina Faso vit une période transitoire d'apprentissage pendant laquelle les structures décentralisées pourraient acquérir l'expérience technique et un pouvoir de décision à travers le partage de la responsabilité, avec l'administration centrale, de gestion quotidienne des activités éducatives. Les mesures de décentralisation des pouvoirs de décision de financement et de gestion de l'éducation de base devraient permettre au système éducatif de continuer son expansion tout en améliorant ses performances sur le plan de la quantité et de la qualité. Une véritable autonomie décisionnelle pour la gestion et le financement au niveau local requiert un minimum de ressources générées localement qui seront complétées par l'apport de l'Etat.

Recommandations : Dans le cadre de l'amélioration et de la gestion future des écoles primaires qui seront prises en charge par les collectivités locales, l'auteur suggère à l'attention des décideurs publics :

- la décentralisation effective de l'autorité éducative ;
- le salaire des enseignants demeure sur les mêmes bases en conformité avec le niveau de recrutement (éviter les trop grandes disparités en matière de rémunération ;
- le personnel enseignant toute corporation confondue doit avoir accès aux concours professionnels sous les mêmes conditions ;
- que l'esprit régionaliste, l'ethnisme et le népotisme qui sont des déviations potentielles de la décentralisation soient bannis du système de recrutement des enseignants en milieu local ;
- que les cadres de lutte comme le syndicalisme et les mouvements associatifs apolitiques soient préservés pour permettre aux enseignants de défendre leurs intérêts ;

- que des critères clairs régissant le contrat entre le fonctionnaire local (l'enseignant) et les collectivités locales soient portés à la connaissance de tous ;
- que les règles et les structures de gestion financière au niveau local soient renforcées pour éviter les éventuels détournements et les gaspillages ;
- que les zones défavorisées en terme de taux de scolarisation puissent bénéficier toujours d'un peu d'attention et de suivi de la part de l'Etat ;
- qu'on ne permette pas la prolifération de statuts particuliers entre les fonctionnaires en dehors de la loi n° 013/98/AN du 28 avril 1998 portant statut juridique des emplois et des agents publics de l'Etat ;
- veiller particulièrement à ce que la décentralisation ne nuise pas à la cohésion sociale nationale ;
- Il faut introduire des règles fiscales favorisant l'augmentation des recettes des collectivités décentralisées ;
- En l'absence d'un tel changement dans la fiscalité, seuls le secteur privé et les associations des parents d'élèves demeurent les seules entités autonomes qui joueront pleinement leur rôle dans la décentralisation du système éducatif.

2.11 Auteur : KY Abel
Titre : Contribution des P.T.F. à l'amélioration quantitative et qualitative de l'Enseignement de base au Burkina Faso
Type de document : Mémoire ENAM
Source : ENAM Ouagadougou
Date : Avril 2000
Nombre de pages : 80

Objectifs : L'auteur veut comprendre pourquoi après tant d'efforts fournis par l'état, on se voit obligé de faire appel au P.T.F. pour intervenir dans le secteur de l'enseignement de base. Il veut aussi faire ressortir la manière d'intervention de ces P.T.F. Enfin, il veut faire ressortir les résultats atteints après quelques années de coopération.

Méthodologie : Les données sont obtenues à partir de l'exploitation de documents. L'analyse est qualitative.

Limites : Non évoquées par l'auteur.

Résultats et conclusions : L'Etat fait appel aux PTF compte de l'aggravation des problèmes de scolarisation (insuffisance des infrastructures et démographie galopante). Les PTF (bi et multilatéraux) interviennent par le bais de conventions et d'accords de coopération. Les techniques adoptées sont celles de financement par projet, financements par programme et de cofinancement. L'aide est sensible, même substantielle, mais demeure toujours insuffisante pour résoudre tous les problèmes éducatifs. L'auteur a répertorié les résultats des interventions dans les divers domaines (infrastructures, formation, matériels pédagogiques, renforcement de capacité etc.).

Recommandations : Dans un souci d'efficacité, il serait souhaitable d'articuler les interventions des partenaires. Une institution pourrait intervenir dans un domaine laissé vacant ou soutenir l'action d'une autre. Pour ce faire, il est impérieux que l'ensemble des partenaires adoptant une approche sectorielle sur la base du plan décennal coordonné par le MEBA. Cela nécessite un mécanisme de transparence, de collaboration et suivi qui permettrait à chaque partenaire de connaître le degré et le niveau d'intervention de l'autre afin que les énergies ne soient pas dispersées. Aussi, il serait souhaitable que le MEBA et ses partenaires aient un cadre permettant un suivi efficace des programmations des réalisations et des résultats. Dans un souci de construire le maximum d'infrastructures à moindre coût, il est indispensable que les partenaires arrêtent ensemble un coût standard. Il serait nécessaire d'harmoniser le tarif des prises en charge lors des sessions de formation organisées par les partenaires. Il serait souhaitable que certains partenaires moins expérimentés dans tel domaine, puissent déléguer des financements à d'autres qui y sont plus expérimentés. Pour atteindre de meilleurs résultats, on pourrait, créer une synergie entre les programmes et les projets qui s'intéressent aux mêmes domaines. Le MEBA et ses partenaires doivent imaginer

des stratégies d'approches réelles à appliquer sur le terrain et qu'un observatoire de suivi -évaluation accompagne ces démarches. On pourrait ainsi créer une unité de suivi-évaluation permanente ou ponctuelle qui travaillerait avec l'observatoire. L'évaluation devrait être faite sur la responsabilité du Bailleur et du bénéficiaire dans le degré de réalisation du projet. Enfin, que l'exécution et la gestion financière des projets soient confiées au MEBA et que les partenaires jouent un rôle d'appui technique.

2.12 Auteur : MEBA
Titre : Appui à la mise en œuvre des structures déconcentrées au sein du MEBA
Type de document : Rapport de du Ministère (évaluation à mi-parcours)
Source : Ouagadougou / MEBA
Date: 1997
Nombre de pages : 102

Objectifs :	Il convient pour l'Etat de former et de donner des outils nécessaires aux personnels éducatifs à une gestion saine des biens publics. Il s'agit là aussi de former un comité chargé de suivre en permanence les fonds investis dans l'éducation. De même cette étude vise à donner des moyens de contrôle et d'encadrement pédagogique ainsi que la gestion des ressources humaines.
Méthodologie :	Les informations ont été collectées à partir de visites et d'entretiens avec les Directeurs généraux et Directeurs du MEBA et un certain nombre de Directeurs provinciaux de l'Enseignement de base et l'alphabétisation (DPEBA) et leurs collaborateurs, des inspecteurs.
Limites :	Néant.
Résultats et conclusions :	<p>L'efficacité du MEBA est insuffisante. Les raisons sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'insuffisante qualité du personnel. Dans un bon nombre de cas, on a affaire à des enseignants mal préparés aux tâches administratives ; ce sont même parfois ceux dont l'état de santé ne permet pas de les laisser devant une classe. - L'éloignement des centres de prises de décisions. - Les services centraux du MEBA, tout particulièrement la DAF ne maîtrisent les fonds émanant des concours extérieurs. Ainsi, pour les opérations de décaissement, on a observé les résultats suivants : (i) le Bureau Projet Education (BPE) tout en étant attaché au MEBA dispose d'une comptabilité autonome de type privé et indépendante de la DAF; (ii) la Coopération française règle les opérations via la CFD mais selon les dispositions spécifiques à la comptabilité publique ; (iii) la Coopération canadienne dispose d'une autonomie financière totale avec les règles qui lui sont propres.
Recommandations :	<p>Les recommandations sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour être performantes rapidement et convaincre usagers (parents, élèves, employeurs locaux) et échelons subordonnés (DPEBA, Inspecteurs, Directeurs d'écoles, Comité villageois d'alphabétisation et enseignants) de leur unité, les DREBA, doivent disposer, au moment du transfert de chacune de leurs compétences, des moyens financiers et matériels et des ressources humaines dûment formées nécessaires à leur bon exercice. - Les Directions Régionales de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation qui ne convaincraient pas rapidement tous leurs partenaires de leur efficacité devraient consacrer par la

suite beaucoup de temps, d'efforts et de ressources à redresser leur image et à manifester l'efficacité qu'on attend d'elles.

- Il conviendrait que la répartition des compétences, depuis le niveau central (ministère) jusqu'au terrain (l'école), respecte la même logique que celle qui prévaut pour l'organisation des personnels : instituteurs - directeurs - inspecteurs, etc.
- Il conviendrait aussi de transférer vers les directions régionales les prises de décisions actuellement dévolues aux services centraux du MEBA.

2.13 Auteur : NEYA Ambroise, NAKRO Djibril, PARE/KABORE Afsata
Titre : Etude sur la prise en compte de la jeunesse urbaine défavorisée dans les centres d'éducation de base non formelle (CEBNF)
Type de document : Rapport de consultants
Source : Direction de l'Alphabétisation et de l'éducation non formelle (DGAENF)
Date : Mars 2003
Nombre de pages : 42

Objectifs : Objectif général : mettre à la disposition des décideurs et des partenaires en Education non formelle une approche éducative non formelle pour la jeunesse urbaine défavorisée et marginalisée.
 Objectifs spécifiques : (i) Identifier des facteurs favorables et défavorables dans la mise en œuvre de CEBNF urbains. (ii) Concevoir un plan de formation adapté au contexte des villes, à partir des curricula existants des CEBNF. (iii) Proposer des domaines et contenus éducatifs convenable aux CEBNF urbains et des stratégies d'opérationnalisation de ces centres.

Méthodologie : La stratégie adoptée est celle de l'enquête de terrain avec sa phase préparatoire, sa phase active et sa phase d'analyse et de synthèse des données. La phase préparatoire a consisté en une exploitation de documents. L'enquête a concerné un échantillon de 7 villes et 9 CEBNF. Il s'est agi d'entretiens de groupe avec les acteurs du système. L'analyse est qualitative.

Limites : Non évoquées.

Résultats et conclusions : Les auteurs notent que l'opportunité de création de CEBNF urbains ne fait pas l'ombre d'un doute. De nombreux facteurs favorables militent en faveur de cette création. Les facteurs défavorables relevés ne font surtout qu'attirer l'attention des éléments auxquels il faut être attentif si l'on veut que ce genre de centres connaissent un succès.

Recommandations : Les recommandations sont les suivantes :

- Prendre la décision de créer ces centres d'éducation de base non formelle (CEBNF) dans les villes du Burkina Faso ;
- Veiller à la question du genre dans la conduite de ces CEBNF afin de promouvoir la participation des filles ;
- Commanditer une étude visant à concevoir les curricula adaptés au contexte des CEBNF urbains ;
- Prendre en compte, avant toute ouverture de ces centres, des précautions ci-après : (i) que les communautés de base soient bien mobilisées au départ ; (ii) que l'on mette en place toutes les infrastructures, y compris celles relatives aux ateliers d'apprentissage et l'ensemble des équipements de formation avant l'ouverture des centres ; (iii) que soit signé un protocole d'entente entre comité de gestion, bailleur de fonds et structure de supervision.

2.14 Auteur : NIKIEMA Saydou
Titre : La contribution de la Fondation pour le développement communautaire (FDC) à la promotion de l'éducation non formelle du Burkina Faso
Type de document : Mémoire ENAM
Source: ENAM - Ouagadougou
Date : 2002
Nombre de pages : 103

Objectifs : Cette recherche veut faire découvrir l'abnégation d'un partenaire qui se bat pour la promotion de ce système éducatif : la FDC. L'étude se veut surtout une réponse aux questions suivantes : L'action de la FDC participe-t-elle au développement de l'éducation non formelle ? Si oui comment et à quel niveau ?

Méthodologie : Les données sont collectées à partir d'une recherche documentaire et des entretiens avec les responsables de la FDC et des services d'Etat. L'analyse est descriptive. Elle s'appuie sur des statistiques.

Limites : Néant.

Résultats et conclusions : La FDC apporte un soutien remarquable surtout dans le non formel à travers son innovation, c'est-à-dire l'initiation et la mise en place des écoles communautaires qui sont passées de 3 (pour 67 élèves) en 1994 à 26 (pour 603 élèves) en 2002. Malgré les problèmes, les écoles communautaires représentent pour les communautés un espoir, certain de développement de leur milieu social. Cette étude a permis de relever qu'avec peu de moyens et une bonne sensibilisation des communautés, on peut entreprendre des actions concrètes de développement rural.

Recommandations : L'auteur suggère la multiplication des actions de sensibilisation pour une meilleure compréhension, adhésion et implication consciente des communautés :

- la poursuite des concertations avec les autres intervenants dans le domaine du non formel afin de mieux harmoniser les actions ;
- l'installation effective des sortants des écoles communautaires pour la survie et la pérennisation des écoles communautaires ;
- la prise en compte par les autorités des écoles communautaires dans les statistiques scolaires, afin qu'on puisse disposer de données fiables permettant de mesurer l'impact réel des écoles communautaires sur l'amélioration des taux de scolarisation au niveau national.

2.15 Auteur : OUEDRAOGO Boureima, ILBOUDO Monique, ILBOUDO François, Ernest ILBOUDO, DOMBA Ousséni
Titre : Les processus de décentralisation et leurs incidences sur les services sociaux en Afrique de l'Ouest et Centrale
Type de document : Rapport de recherche du BF (extrait de chapitre)
Source: CRDI/ PDM/ GRIL : Imprimerie de l'A.I.M.T.
Date : Avril 2000
Nombre de pages : 91

Objectifs : L'objectif général de la recherche est de : faire ressortir le rôle attribué aux structures locales et l'impact de la décentralisation sur le rôle et la capacité des pouvoirs locaux à répondre aux besoins des populations en éducation.
 Les objectifs spécifiques sont : (i) analyser les mutations subies dans le processus en ce qui concerne l'émergence des acteurs non gouvernementaux et les champs de compétence que ces nouveaux acteurs se sont appropriés dans la satisfaction des besoins en éducation ; et (ii) faire des recommandations quant aux options possibles d'articulation des interventions des municipalités, des autorités traditionnelles et des autres acteurs non gouvernementaux en vue de mieux organiser la réponse aux besoins des populations en éducation.

Méthodologie : Les données ont été collectées sur la base de l'exploitation de documents, mais aussi d'entretiens semi-directifs auprès des groupes cibles identifiés que sont les responsables municipaux, les responsables de partenaires techniques et financiers, les chefs coutumiers, des chefs de services, des responsables d'ONG etc. L'enquête s'est déroulée dans six communes. Le questionnaire et le guide d'entretiens ont été les principaux outils utilisés pour la collecte des données.

Limites : L'équipe de recherche a fait face aux difficultés suivantes : (i) indisponibilité de certains responsables, certaines autorités municipales ; (ii) les données quantitatives sont difficiles à trouver dans les services municipaux ; (iii) les autorités coutumières ne peuvent pas quantifier leurs actions ; (iv) les acteurs non gouvernementaux n'ont généralement pas une comptabilité bien structurée ; et (v) certains bailleurs de fonds n'ont pas de représentation au Burkina Faso.
 Ces difficultés constituent d'une manière ou d'une autre une limite aux résultats de la recherche.

Résultats et conclusions : Les résultats de l'étude montrent que l'offre de services en matière d'éducation reste en deçà des attentes des populations et pour lesquelles, les collectivités décentralisées doivent être dans des conditions et avoir les moyens appropriés pour faire face aux demandes sans cesse croissantes en matière d'éducation. A ce niveau, l'implication et la participation active des partenaires et des acteurs du développement constituent un gage pour le succès de la décentralisation qui ne doit guère se réduire à des techniques ou à de l'instrumentation.

Recommandations :

Les recommandations sont faites par groupe d'acteurs pour en améliorer la contribution au développement à l'éducation. Elles insistent sur la nécessité de rechercher une meilleure articulation des interventions.

2.16 Auteur : OUEDRAOGO / HIEN A. Odile
Titre : Contribution pour une gestion rationnelle et efficace des ressources matérielles allouées aux directions centrales du MEBA
Type de document : Mémoire ENAM
Source : ENAM
Date : 2001
Nombre de pages : 119

Objectifs : C'est pour comprendre réellement ce qui se passe dans le fonctionnement d'un service du MEBA surtout en matière de gestion des ressources matérielles que l'auteur a choisi ce thème. L'auteur veut proposer des suggestions aux difficultés soulevées, en vue de contribuer à une meilleure gestion des ressources mises à la disposition des directions.

Méthodologie : La collecte des données est basée sur l'exploitation documentaire et des enquêtes auprès de responsable du MEBA et du Ministère de l'économie et des finances.

Limites :

Résultats et conclusions : On relève une gestion artisanale des ressources matérielles au niveau des directions centrales du MEBA notamment en ce qui concerne les fournitures consommables, le matériel et mobilier de bureau, le matériel bureautique et le matériel roulant. Cette gestion ne permet pas d'établir des statistiques fiables car il n'existe pas de normes de gestion prescrites par une comptabilité matière.

Recommandations : Face à cette insuffisance, l'auteur propose des fiches de gestion comme guide. Il propose également la création de structure technique pour plus de sécurité et pour un meilleur entretien des ressources matérielles que l'Etat met à la disposition du MEBA. Cette structure pourrait s'appeler "Service de maintenance" et aura pour tâches principales, la réparation et l'entretien courant de tout le matériel et mobilier roulant. En plus de cela, il propose une étude plus approfondie de la mise en place effective de la comptabilité matière.

2.17 Auteur : Premier Ministère/Assemblée nationale
Titre : Les textes d'orientation de la décentralisation (extrait)
Type de document : Document officiel à caractère d'orientation générale (lois)
Source : Présidence du FASO
Date : 1998
Nombre de pages : 126

Objectifs :

Méthodologie : Texte de loi adopté après plusieurs années de concertations entre acteurs.

Limites : Néant.

Résultats et conclusions : Voir tableau de répartition des compétences.

Recommandations : Néant.

De l'éducation, de la formation professionnelle et de l'alphabétisation

Art 80-Province	Art. 81-Commune
Prise en charge de l'enseignement préscolaire dans les zones non érigées en commune ; à ce titre, elle acquiert, construit et gère des établissements préscolaires	Prise en charge du développement de l'enseignement préscolaire dans la commune ; à ce titre, elle acquiert, construit et gère des établissements préscolaires
Prise en charge de l'enseignement primaire dans les zones non érigées en commune ; à ce titre, elle acquiert, construit et gère des écoles primaires	Prise en charge du développement de l'enseignement primaire dans la commune ; à ce titre, elle construit ou acquiert et gère des écoles primaires
Construction et gestion des établissements secondaires autres que nationaux	Contribution au développement de l'enseignement secondaire à ce titre, elle construit et gère des établissements secondaires
Prise en charge avec l'appui de l'Etat du développement de la formation professionnelle et de l'alphabétisation	Prise en charge avec l'appui de l'Etat du développement de la formation professionnelle et de l'alphabétisation
Participation à l'établissement de la tranche provinciale de la carte scolaire nationale	Participation à l'établissement de la tranche communale de la carte scolaire nationale

THEME 3 :
GENERALISATION ET PERENNISATION DES REFORMES EDUCATIVES

3.1 Auteur :	Cécile Ouangre épouse BALIMA
Titre :	La participation des parents d'élèves et des enseignants au choix, à l'élaboration et à la mise en œuvre des innovations pédagogiques : cas du Double Flux au Kadiogo
Type de document :	Mémoire (Rénovation pédagogique) et la formation des enseignants
Source :	ENAM - Ouagadougou
Date :	1996
Nombre de pages :	84
<hr/>	
Objectifs :	L'étude vise à savoir s'il y a eu participation des parents d'élèves et des enseignants dans le processus de la mise en œuvre du double flux.
Méthodologie :	La collecte des données s'est faite grâce à l'administration de questionnaires d'enquêtes, d'entretiens auprès de trois groupes d'enquêtés : enseignants ; parents d'élèves.
Limites :	
Résultats et conclusions :	Les résultats font percevoir que l'innovation ne rencontre pas l'assentiment de certains des trois groupes d'enquêtés. Des critiques ont été formulées et des propositions ont été faites à son endroit. L'analyse des résultats de l'enquête a révélé que l'innovation actuellement en expérimentation est critiquée ou rejetée par une franche considérable des enseignants et des parents d'élèves. Une telle situation regrettable aurait été évitée si les principaux acteurs de l'action éducative avaient participé à tout le processus, depuis le choix de l'innovation, son élaboration et sa mise en œuvre. Enfin l'enquête a permis de se faire une idée du fonctionnement et du dynamisme des structures de représentation des parents d'élèves.
Recommandations :	Aussi, faisons-nous à présent des suggestions dont l'application pourrait permettre de tracer un cadre méthodologique pour des innovations éducatives plus participatives et plus acceptées et de conduire l'expérimentation vers la réussite. Des mesures telles l'utilisation de la formule 212 et l'application du double flux aux classes des cours élémentaire et moyen pourront être prises.

3.2 Auteur : Patarebtalé NIKIEMA
Titre : Problème de la mise en œuvre des classes à double flux dans la province du Kadiogo
Type de document : Mémoire de fin de formation des IEPD
Source : MEBA - DEP - ECAP Burkina Faso
Date : 1996
Nombre de pages : 86

Objectifs : A travers le travail, l'auteur s'est fixé pour objectifs de :
 (i) chercher les facteurs de résistance chez les principaux acteurs de l'éducation au Burkina Faso ; (ii) révéler leurs opinions sur le double-flux et sa mise en œuvre générale ; (iii) contribuer à développer l'enseignement de base, à éradiquer l'analphabétisme au Burkina Faso ; (iv) recevoir et rassembler les propositions et suggestions pertinentes dans le sens d'une mise en œuvre avec des chances d'une véritable adhésion des acteurs ; et (v) de faire des recommandations susceptibles d'aider au développement harmonieux de la formule des classes à double-vacation.

Méthodologie : Pour la collecte des données l'auteur a utilisé l'enquête par questionnaire et procédé à des interviews auprès d'un échantillon constitué de parents d'élèves, d'enseignants population d'enquête.

Limites :

Résultats et conclusions : Au bout de ce parcours pour une meilleure mise en œuvre de l'innovation pédagogique, que retenir d'essentiel. Les classes à double flux constituent une pratique en usage dans moult pays à travers les continents. Quant à l'organisation de l'ensemble, elle n'est pas rigoureuse et les activités sont réalisées avec des retards déconcertants. Les problèmes des classes à double flux sont nombreux. Nous n'avons abordé que celui qui nous semblait le plus saillant. Notre souhait est que d'autres après nous, affinent notre démarche et proposent des solutions convenables aux autres problèmes.

Recommandations : Les recommandations sont les suivantes :

- créer des liens organiques entre l'école et la communauté ;
- repenser la charpente du pilotage des innovations ;
- améliorer la gestion des écoles ;
- susciter la contribution des pratiques à travers des cadres de concertation dynamique ;
- encourager et responsabiliser les décideurs locaux.

3.3 Auteur : MILLOGO S. Mariam
Titre : Contribution à la recherche de stratégie de pérennisation de l'éducation environnementale au niveau des enseignants du primaire et du secondaire au Burkina Faso
Type de document : Mémoire (CASU)
Source : ENAM Ouagadougou
Date : 1997
Nombre de pages : 68

Objectifs : Faire le point sur l'introduction de l'éducation environnementale et trouver des stratégies qui puissent la perpétuer aux niveaux des enseignants du primaire et du secondaire.

Méthodologie : La collecte des données a été faite grâce aux moyens suivants: (i) Recherche documentaire ; et (ii) Entretiens et interviews.

Limites :

Résultats et conclusions : L'étude propose de rompre avec l'isolement des expériences d'interventions dans l'environnement en privilégiant une éducation environnementale, facteur de développement d'une culture de l'environnement conduisant à l'adoption d'une attitude responsable chez chaque individu. Pour l'instant, les institutions internationales préconisent une approche interdisciplinaire. Les objectifs de cette éducation environnementale sont variés et nobles.

Recommandations : Le principal garant de la pérennisation de l'éducation environnementale demeure la ressource humaine. Et y investir constituerait un acquis pour la poursuite durable de l'innovation. Pour ce faire il faut :

- veiller au respect de l'affectation des agents formés à l'EE (éducation environnementale) ;
- au niveau des villages, décourager l'exode des jeunes par la création d'activités prenant en compte les préoccupations de ces derniers ;
- introduire l'E.E. dans les activités normales des classes, écoles et inspections ;
- appliquer effectivement sur le terrain le programme d'enseignement pour l'éducation de base des cours préparatoires.

3.4 Auteur : KY Abel
Titre : Contribution des partenaires techniques et financiers à l'amélioration quantitative et qualitative de l'enseignement de base au Burkina Faso
Type de document : Mémoire
Source : ENAM Ouagadougou
Date : 2002
Nombre de pages : 75

Objectifs : Malgré les efforts consentis de part et d'autre, des insuffisances persistent au niveau du système éducatif burkinabé et particulièrement de l'enseignement de base. (i) Pourquoi la nécessité de l'intervention des partenaires techniques et financiers au niveau de l'enseignement de base ? (ii) Comment ces partenaires procèdent-ils dans leur intervention ? (iii) Quels sont les résultats auxquels on a abouti après plusieurs années de coopération.

Méthodologie : Pour l'étude la collecte des données s'est basée sur : (i) La Recherche documentaire ; (ii) Les Entretiens auprès des personnes ressources.

Limites :

Résultats et conclusions : L'étude a permis de faire un constat fondamental. En effet tous les Etats, y compris le BF ont pris conscience du rôle primordial de l'enseignement, qui est d'abord conçu comme un instrument permettant de procurer une éducation physique, morale et intellectuelle aux jeunes générations afin de développer harmonieusement leur personnalité et de les préparer à bien accomplir leurs tâches d'homme, de travailleur, de citoyen. Dans ce monde en perpétuelles mutations, seul l'enseignement peut donner à un pays les compétences nécessaires dont il a besoin pour asseoir durablement la croissance de son économie et améliorer la qualité de vie de ses populations. On peut affirmer à l'heure actuelle que l'aide des PTF est sensible et même substantielle mais demeure toujours insuffisante pour résoudre les problèmes éducatifs.

Recommandations : Articuler les interventions des partenaires en adoptant une approche sectorielle sur la base du PDDEB coordonnée par le MEBA. Disposer d'un cadre permettant un suivi efficace des programmations des réalisations et des résultats domaines.

3.5 Auteur : KERE Maria et SOKONA F. Nafo
Titre : Stratégie opérationnelle de mise en œuvre du FONAENF pour la campagne 2002-2003
Type de document : Rapport provisoire
Source : Coopération suisse Ouagadougou
Date : Juillet 2002
Nombre de pages : 74

Objectifs : Cette étude vise l'élaboration d'un manuel d'exécution technique pour le développement de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle sous la gestion de l'INA restructuré. Cette étude vise aussi à proposer au conseil d'administration du FONAENF une stratégie opérationnelle pour une prise de décision sur la mise en œuvre de la campagne 2002/2003.

Méthodologie : Un guide d'entretien sous forme de questionnaire a été élaboré sur six aspects principaux qui s'articulent autour des points suivants : (i) identification et durée des activités en alphabétisation et / ou en éducation de base non formelle ; (ii) connaissance de l'existence du FONAENF ; (iii) gestion décentralisée du fonds ; (iv) coûts des opérations en alphabétisation ; (v) mécanismes d'analyse et d'approbation des requêtes ; (vi) accès au FONAENF.

Limites : L'étude a été effectuée en fin de la campagne et fin d'année scolaire ce qui fait que plusieurs acteurs de l'éducation non formelle n'étaient pas disponibles pour accorder les entretiens.

Résultats et conclusions : Elle a permis la mise en place d'un mécanisme opérationnel comme mesure transitoire pour la campagne 2002/2003 et la rédaction d'un manuel de procédure qui se présente en deux scénarios : (a) *Scénario 1*: Stratégie applicable aux provinces où la gestion décentralisée est possible ; (b) *Scénario 2* : stratégie applicable aux autres provinces.

Recommandations : L'étude propose que la démarche préconisée ait 6 caractéristiques essentielles telles : (i) être réaliste eu égard au facteur temps pour la mise en œuvre de la campagne 2002/2003 ; et (ii) être simplifiée, souple et opérationnelle.

3.6 Auteur : NIAMEOGO T Anatole et al.
Titre : Projet sous régional d'étude des politiques d'utilisation des langues nationales dans les systèmes éducatifs (rapport final du Burkina Faso)
Type de document : Rapport d'études
Source : DRDP
Date : 1994
Nombre de pages : 201

Objectifs : Ce rapport a été réalisé dans le cadre du projet sous régional d'étude des politiques d'utilisation des langues nationales dans les systèmes éducatifs en vue de dresser un bilan complet et une évaluation en profondeur des tentatives de reformes des systèmes éducatifs africains en incluant le volet langues nationales dans la formation des jeunes écoliers ; et de proposer des stratégies nouvelles en vue de leur utilisation effective dans le système éducatif formel.

Méthodologie : Un questionnaire auprès d'un échantillon de 343 personnes composées de : parents d'élèves, élèves et étudiants ; formateurs et chercheurs ; décideurs politiques ; syndicats néo-analphabètes etc. L'enquête s'est déroulée dans 4 provinces : Houet, Seno, Kadiogo, Gourma.

Limites : Les limites relevées concernent essentiellement celles liées à l'enquête : insuffisances de questionnaires, questionnaires vagues etc.

Résultats et conclusions : L'étude montre l'importance des langues nationales dans nos systèmes éducatifs et invite les pays africains à lui accorder la place qui lui revient.

Recommandations : L'étude recommande la définition officielle des statuts des langues nationales qui préciserait les domaines d'utilisation et la création d'un cadre juridique légalisant l'utilisation des langues nationales.

3.7 Auteur : MINGAT Alain
Titre : Deux études pour la scolarisation primaire universelle dans les pays du Sahel en 2015
Type de document : Généralisation et pérennisation des réformes
Source : Département du développement humain. Région Afrique / Banque Mondiale
Date : Janvier 2002
Nombre de pages : 33

Objectifs : Le document vise à mesurer les progrès réalisés au cours de la dernière décennie et mieux à comprendre les difficultés rencontrées comme les récents changements intervenus. Ensuite, le document se fixe pour objectif d'examiner dans quelle mesure la prise en considération de toutes les actions de politiques au niveau de chacun des états participants serait de nature à conduire à l'objectif visé.

Méthodologie : La méthode des collectes des données s'est basée sur la recherche documentaire sur le sujet.

Limites :

Résultats et conclusions : Ces deux textes, matérialisent les contributions présentées par la Banque mondiale pour aider à la réflexion sur les échanges suite à la conférence de Dakar et celle tenue à Bamako en novembre de la même année. Ces textes proposent une estimation des ressources publiques susceptibles d'être mobilisées pour le secteur d'ici 2015, notamment après la mise en œuvre de l'initiative en cours de réduction de la dette.

Recommandations : Les recommandations se résument ici sur les résolutions prises à la conférence du sommet sur la stratégie d'accélération de l'éducation pour tous dans les pays africains les moins scolarisés (à Bamako, le 27 novembre 2000). Elles se résument comme suit : (i) accroissement substantiel de la part du PIB consacrée à l'éducation avec un objectif d'au moins 4% d'ici 2015; (ii) accorder au moins 50% du budget de l'éducation au développement de l'éducation de base ; (iii) entreprendre des réformes pour une redéfinition des priorités, ; et (iv) faire de l'éducation une cause nationale qui mobilise les différents secteurs de la société en particulier, les acteurs et partenaires principaux de l'éducation.

3.8 Auteur : DRDP/MEBA
Titre : Stratégie Nationale d'Education Environnementale
Type de document : Plan d'action
Source : DRDP
Date : Juin 2001
Nombre de pages : 60

Objectifs : Le but de cette stratégie est de fournir à tous les intervenants dans le développement au Burkina Faso un cadre organisé de référence pour leur permettre de mieux rentabiliser leurs actions sur le terrain et contribuer ainsi à un développement durable.

Méthodologie :

Limites :

Résultats et conclusions : Dans le document on y trouve des applications suivantes : (i) l'éducation environnementale dans le formel : le public cible, les thèmes et les contenus pour les trois cycles d'enseignement (primaire, secondaire, supérieur) ; les acteurs ; les démarches et les méthodes d'enseignement ; les outils et supports. (ii) l'éducation environnementale dans le non formel avec les rubriques que dans l'éducation environnementale dans le formel. (iii) l'éducation environnementale dans le secteur informel avec les mêmes rubriques décrites plus haut.

Le document décrit également le mécanisme institutionnel et promotion de l'éducation environnementale : dispositifs législatifs institutionnels, les acteurs et leurs rôles ; les groupes cibles, les structures étatiques, les ONG, les organisations communautaires de base, les partenaires au développement, etc. Le document propose des mesures d'accompagnement en sept points. Enfin dans sa dernière partie on y trouve différentes propositions de sources de financement de l'éducation environnementale : on peut citer entre autres : budget national ; budgets locaux, contribution des partenaires, associations communautaires, différents programmes et projets de développement.

3.9 Auteur : Ministère de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation
Titre : Plan Décennal de l'Education de Base 2001-2010
Type de document : Rapport
Source : MEBA
Date : 1999
Nombre de pages : 97

Objectifs : L'objectif est d'accélérer le développement quantitatif de l'éducation de base ; réduire les inégalités, améliorer la qualité, la pertinence et l'efficacité promouvoir l'alphabétisation et des nouvelles alternatives éducatives ; développer et consolider les capacités de pilotage de gestion des structures centrales et déconcentrées chargées de l'éducation.

Méthodologie :

Limites :

Résultats et conclusions : Le document contient les éléments suivants :

- les contraintes et limites du système ;
- les neuf (9) choix stratégiques ;
- le document cadre de référence du plan ;
- le premier programme triennal 2000-2002 ;
- les annexes du cadre d'orientation ;
- les annexes du cadre de référence du plan : évolution du budget, évolution des crédits alloués aux divers types de dépenses ;
- le cadre logique du plan ;
- le coût estimatif du plan ;
- évaluation physique et financière du plan ;
- évolution des taux brut de scolarisation par province pendant la durée du plan ;
- évolution des taux bruts d'alphabétisation pendant la durée du plan ;
- le cadre logique du plan triennal ;
- le coût estimatif du premier programme triennal.

3.10 Auteur : DIANDA Seydou
Titre : Les tentatives de réformes du système éducatif burkinabé : l'exemple de la réforme de 1979
Type de document : Mémoire de maîtrise Lettres modernes
Source : UNESCO (Burkina Faso)
Date : 1990
Nombre de pages : 79

Objectifs : Le document pose le problème de la liaison école-société notamment en son aspect qualité en ce qui concerne le nouveau système éducatif.

Méthodologie : La recherche a été faite à partir d'une analyse documentaire sur le sujet et des entretiens auprès des enseignants des élèves et acteurs de l'éducation.

Limites :

Résultats et conclusions : L'étude a montré que toutes les conditions n'étaient pas réunies en 1979 pour garantir la réussite de cette réforme.

Recommandations :

3.11 Auteur : SAWADOGO Antoine
Titre : Les innovations pédagogiques et leurs effets sur l'enseignement primaire burkinabé : cas des classes multigrades et des classes à double flux
Type de document : Rapport de mémoire
Source : ENAM Ouagadougou
Date : 1999
Nombre de pages : 80

Objectifs : Le but de l'étude est de cerner les facteurs explicatifs de l'introduction des CMG et des CDF les changements occasionnés et les obstacles qui suscitent les réticences, et enfin identifier les obstacles qui entravent la croissance régulière de la scolarisation.

Méthodologie : La collecte des données a été faite à l'aide d'un questionnaire appuyée d'une recherche documentaire.

Limites :

Résultats et conclusions : L'étude révèle l'importance des innovations dans la promotion de l'éducation de base. En effet les classes à double flux en zones urbaines et les classes multigrades en zones rurales constituent des chances d'adapter l'école au milieu socio-économique ; mais surtout les divergences qui existent entre la conception et la mise en œuvre de ces innovations. Selon les enquêtés toutes les parties impliquées doivent collaborer de manière plus constructive pour faciliter la mise en œuvre des innovations.

Recommandations : Des suggestions ont été faites à l'endroit de tous les acteurs de l'éducation : enseignants, encadreurs pédagogiques, parents d'élèves, autorités politiques, etc. On peut citer entre autres :

- établir chaque rentrée scolaire les contenus détaillés des activités des classes expérimentales ;
- affecter dans les écoles expérimentales les enseignants des maîtres formés en la matière ;
- poursuivre les activités de sensibilisation ;
- réviser les critères de choix des maîtres titulaires des CDF et des CMG ;
- respecter les mesures d'accompagnement préconisées ;
- former et renforcer la formation des maîtres à la technique d'animation des grands groupes et du double pilotage d'une classe.

3.12 Auteur : NAPON Abou ; SANWIDI Samuel et HABOU Roger
Titre : Etude relative à la problématique d'insertion dans le non formel des groupes de 9-11 ans
Type de document : Rapport d'étude
Source : DGAENF
Date : Mars 2003
Nombre de pages : 54

Objectifs : L'objectif général est de mettre à la disposition des décideurs et des partenaires des propositions relatives à la prise en charge au plan éducatif, des enfants de 09-11 ans notamment dans les structures d'éducation non formelle en : (i) proposant un mécanisme d'encadrement préparatoire adapté. à ces enfants ; (ii) analysant le système de flux des apprenants à l'intérieur du cycle de formation et proposer un mécanisme adéquat de promotion et de transition vers le cycle supérieur (CEBNF DE 12-15 ans).

Méthodologie : L'enquête a été réalisée sur la base d'une recherche documentaire et d'une enquête de terrain qui a permis de faire l'état des lieux des CEBNF et de recueillir les avis des uns et des autres sur l'opportunité des CEBNF notamment dans les provinces qui ont été les premières à abriter ces innovations éducatives telles : Comoé, Poni, Sanguié, Gourma, etc.

Limites :

Résultats et conclusions : L'enquête a permis de se rendre compte que les CEBNF sont confrontés à un certain nombre de problèmes qui, s'ils ne sont pas résolus risquent de compromettre l'avenir des centres. Ce sont : le manque d'ateliers de formation, l'absence de statut des animateurs, l'inadéquation et l'insuffisance du matériel didactique.

Recommandations : Elles sont relatives aux matériels didactiques à la construction des ateliers et de nouveaux centres.

THEME 4 :
**PERTINENCE DE L'EDUCATION :
ADAPTATION DES CURRICULA ET L'UTILISATION DES LANGUES AFRICAINES**

4.1 Auteur : BARRETEAU Daniel; BATIANA André; YARO Anselme
Titre : Evaluation des niveaux des élèves des Ecoles Satellites
Type de document : Rapport de recherche
Source : IRD/Université de Ouagadougou
Date : 1999
Nombre de pages : 48

Objectifs : Evaluer les niveaux de compétences des élèves de CE1 des écoles satellites (ou l'enseignement initial se fait en langues maternelles) avec celles des élèves des "écoles-mères" correspondantes ou "classiques".

Méthodologie : Administration de tests à la totalité des 31 des écoles satellites et dans les 25 « Ecoles-mères » correspondantes ayant répondu aux questionnaires. Les enquêtes ont touché, au total, 849 élèves des écoles satellites et 983 des écoles classiques. Trois séries de résultats ont été obtenues et comparées : il s'agit d'un test général, en français et en mathématiques ; un test, plus poussé, de compétence en français, et le relevé de notes aux compositions trimestrielles (classe CE1). Un questionnaire administré aux directeurs d'école visait à inventorier les déterminants des réussites et des échecs. Analyses comparatives des données recueillies.

Limites : Des réserves quant à une éventuelle extension ou généralisation à cause de certains aspects actuels tels que : cycle incomplet (3 ans), limitations aux zones rurales, statut et formation des maîtres, qui sont à étudier.

Résultats et conclusions : Il ressort très clairement des différents tests et des résultats scolaires présentés et analysés ici que les élèves des Ecoles satellites (ES) obtiennent de meilleurs résultats par rapport à ceux des Ecoles classiques (EC). Cette situation peut s'expliquer par plusieurs facteurs : (i) un facteur d'ordre linguistique. La méthode d'enseignement bilingue (langue nationale / français) améliore la qualité de l'enseignement; (ii) le maître est choisi et bénéficie d'une assistance; (iii) l'implication des parents; (iv) La continuité linguistique, géographique et sociale; (v) Le nombre peu élevé des élèves. Les résultats de cette évaluation appellent une réflexion sur l'éducation en général et sur le système scolaire en particulier. Plusieurs réformes se sont succédées sans parvenir à une amélioration au niveau des résultats scolaires. Les ES, au regard des résultats, donnent lieu d'espérer qu'une nouvelle voie est en train d'être trouvée, celle d'enseignement bilingue.

Recommandations : Néant.

4.2 Auteur : BARRETEAU Daniel, LEMETAYER Luara et YARO Anselme
Titre : Système éducatif et multilinguisme au Burkina Faso : des innovations durables ?
Type de document : Recueil d'articles
Source : IRD-Universite de Ouagadougou
Date : 1998
Nombre de pages : 73

Objectifs : Identifier les causes réelles qui rendent difficiles la pratique des langues nationales dans les Ecoles satellites et les CEBNF (Centre d'éducation de base non formelle) et proposer des solutions.

Méthodologie : Il s'agit d'une synthèse des documents et du rapport d'exécution du Projet « Ecoles satellites et Centre d'éducation de base non formel.

Limites : Ces expériences sont récentes et ne sont pas arrivées à leur terme. Il y a donc nécessité d'attendre des évaluations en fin de cycles, en 1998-1999, pour les écoles satellites.

Résultats et conclusions : Si le projet des CEBNF paraît très intéressant et utile pour la récupération des jeunes qui n'ont pas pu être scolarisés et ceux qui ont échoué dans les premières années du primaire, des formes de rattrapage en français et des formations professionnelles seraient, cependant, à envisager pour les élèves de ces centres. Les écoles satellites, quant à elles, présentent un grand intérêt en ce qu'elles rapprochent l'école des villageois (surtout pour des filles).

Recommandations : Il serait intéressant de lancer d'autres expérimentations où les langues nationales auraient un rôle à jouer, de manière à créer une véritable synergie avec les programmes d'alphabétisation et de communication. Les écoles satellites ne doivent plus être considérées uniquement comme des écoles rurales ou des écoles situées dans des quartiers périphériques. Il est important de faire des expériences d'apprentissage de la lecture et de l'écriture dans les langues maternelles et dans le préscolaire et même au cours des premiers mois de la scolarité primaire classique. Donner un minimum de formation linguistique générale aux élèves des écoles normales (phénologie, morphologie, syntaxe, lexicologie) et une formation spécifique sur les langues qu'ils devront enseigner.

4.3 Auteur : BOGORE Georges
Titre : Programmes scolaires
Type de document : Etude consultation
Source : PNUD / UNESCO
Date : Mai 1993
Nombre de pages : 45

Objectifs :	(i) Décrire les programmes d'enseignement des origines à l'étape actuelle de l'évolution du système éducatif ; (ii) identifier les principaux problèmes des programmes d'enseignement ; et (iii) proposer des solutions à court, moyen et long terme.
Méthodologie :	Interview de parents d'élèves à l'aide d'un questionnaire conçu à cet effet ; interview de maître des classes primaires (CP, CE, CM) ; recherche documentaire.
Limites :	
Résultats et conclusions :	L'auteur dans sa conclusion pense qu'une approche historique des programmes de la création de la première école burkinabé à 1989 met en évidence « un changement dans la continuité ». Ce sont les mêmes démarches pédagogiques dans l'enseignement des mêmes disciples. On a toujours privilégié le domaine cognitif au détriment des domaines psychomoteur et psychoaffectif. Les savoirs ont donc eu, à travers l'évolution du système éducatif dans son volet programme, plus d'importance que les savoir-faire et savoir-être. Aujourd'hui, tout le monde s'accorde à reconnaître que les résultats scolaires sont de plus en plus mauvais. On parle de la baisse de la qualité de l'enseignement, du mauvais comportement social des enfants. Un diagnostic bien conduit signale une mauvaise acquisition de connaissance en français, en disciplines d'éveil, en calcul, éléments pris en compte dans l'évaluation de fin de cycle.
Recommandations :	Une étude plus fine permettant de circonscrire les causes de ces mauvaises acquisitions qui sont une conséquence d'une mauvaise méthodologie de communication est souhaitable. Une expertise dans l'élaboration d'une démarche participative et intégrée pour la mise en œuvre des programmes d'enseignement est indispensable. Dans les perspectives à moyen terme et avec les concours d'experts du Sud et / ou du Nord une étude devrait être entreprise en vue de dégager les critères de faisabilité et les étapes de mise en oeuvre d'un nouveau « protocole d'évaluation. » Enfin, il faut de nombreux travaux en matière d'élaboration de spécialistes des programmes.

4.4 Auteur : COULIBALY Félicité Yosnoga
Titre : Niveau de performances scolaires : caractéristiques psychopédagogiques et socioculturelles des familles chez des élèves de CM1
Type de document : Rapport de recherche (mémoire)
Source : Département de psychologie Abidjan
Date : Décembre 1996
Nombre de pages : 39

Objectifs : Etablir une typologie des pratiques éducatives parentales et des caractéristiques socioculturelles des parents à partir des niveaux de performances (faible, moyenne, élevé) de leurs enfants.

Méthodologie : Méthode et instruments de collecte de données : entretien individuel et focus groupe, de questionnaires et observation. Recherche descriptive conduite avec un échantillon de soixante deux (62) élèves des deux sexes, provenant des établissements primaires privés et publics.

Limites : (i) La taille faible de l'échantillon d'enquête ; et (ii) l'impossibilité d'établir une typologie des caractéristiques socioculturelles surtout en ce qui concerne le statut professionnel des parents et la taille de la famille.

Résultats et conclusions : Au terme de l'étude, il est apparu, concernant les pratiques éducatives, que les enfants qui échouent à l'école sont issus de structuration familiale faible, ceux qui ont une performance moyenne, de structuration souple et la structuration rigide pour ceux qui ont une performance scolaire élevée. Par rapport aux caractéristiques socioculturelles, il n'existe pas de profil professionnel. Par contre, pour ce qui concerne le niveau d'études des parents (surtout la mère) il ressort que les enfants qui échouent à l'école ont des parents ayant un niveau d'étude primaire, et ceux qui réussissent à l'école ont des parents ayant un niveau d'études secondaire ou supérieur.

Recommandations : Etudier une seule des caractéristiques (statut professionnel des parents et taille de la famille) en rapport avec les performances scolaires et les pratiques éducatives parentales. En outre, cela se fera chez des enfants de sexes différents, appartenant à la même famille mais aussi selon leur rang dans la fratrie, pour voir les liens que peuvent entretenir ces facteurs avec les pratiques éducatives et par voie de conséquence les performances scolaires des enfants.

4.5 Auteur : DIARRA Boubakar
Titre : Méthodes d'apprentissage du français à partir des langues nationales au Burkina Faso : vers une harmonisation des approches au plan national en vue de faciliter le processus du bilinguisme de transfert chez les élèves
Type de document : Rapport de consultation UNICEF / Ouagadougou
Source : UNICEF - Ouaga
Date : Février 1995
Nombre de pages : 22

Objectifs : (i) Tendre vers une harmonisation des approches au plan national en vue de faciliter le processus du bilinguisme de transfert chez les élèves. (ii) Présenter les différentes méthodes d'apprentissage du français à partir des langues nationales.

Méthodologie : Elle a consisté à collecter, sur le terrain, les données sur les différentes méthodes d'apprentissage du français à partir des langues nationales utilisées au BF. Puis à décrire et analyser les données recueillies en vue de préciser les différents aspects.

Limites : Il n'a pas été possible de disposer de la version révisée de méthode ALFAA par conséquent, certaines observations sont susceptibles d'être sans objet, au vu de la version révisée. Il n'a pas été possible de disposer de matériel didactique de niveau 2 (en préparation) et 3 (non encore conçue) ou la méthode TIN TUA.

Résultats et conclusions : Méthode ALFAA. Elle est satisfaisante selon une évaluation finale menée par l'INA en avril 1994, cette évaluation, qui porte sur trois autres centres (Ouahigouya, Bokin-Tèma, Koubri), conclut que 88% des 82 apprenants ont le niveau du cours moyen dans les 6 matières évaluées (lecture, compréhension, dictée, grammaire, conjugaison, rédaction de correspondance, remplissage de chèque).
Méthode TIN TUA. Il ressort de l'évaluation finale en date du 3 mai 1993 de la première cohorte que sur 41 auditeurs, les 26 avaient un niveau égal ou supérieur à celui du CE2 en dictée ; 37 en lecture; en grammaire 23 ont une note égale ou supérieure à 12/20 ; 8 ont une telle note en conjugaison, 23 en expression écrite. Les évaluateurs concluent qu'au vu de sept semaines d'apprentissage du français par des non-alphabètes, ces résultats sont largement positifs. S'agissant de la deuxième cohorte, de 37 auditeurs, les résultats de l'évaluation finale du 8 juin 1994 indiquent ce qui suit : 37 auditeurs après 18 semaines d'apprentissage du français sont satisfaisants au regard de leur passé d'adulte apprenant le français comme langue seconde. Il ressort, par ailleurs, qu'apprendre par les langues nationales conduit à des résultats promettant dans les zones rurales du fait que cette population voit une nécessité à valoriser sa langue.

Recommandations : Il va falloir tenir compte des versions révisées afin de rendre l'étude plus réaliste. Il serait nécessaire de comprendre d'abord la langue nationale à laquelle on appartient avant de participer à cette

école (bilingue) qui à mon avis pourra mieux progresser dans les zones rurales.

4.6 Auteur : DGINA (Direction générale de l'institut national d'alphabétisation)
Titre : Document de présentation et d'orientation du forum national sur l'alphabétisation
Type de document : Document d'orientation
Source : INA
Date : Août 1999
Nombre de pages : 28

Objectifs :	<p>Les objectifs sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Identifier les situation-problèmes obstacles au développement de l'alphabétisation; analyser les causes et les conséquences de ces problèmes ; - Proposer les solutions opérationnelles et pertinentes en vue d'atteindre les objectifs de développement et de l'alphabétisation ; - Formuler des stratégies de mise en œuvre des solutions proposées ; - Proposer des cadres d'organisation, de coordination, d'appui et de recherche en alphabétisation / formation au Burkina Faso ; - Déterminer les rôles des différents intervenants en alphabétisation / formation des populations pour le développement dans les futures collectivités locales décentralisées ; - Redéfinir le profil de l'alphabétisé et les stratégies pour y parvenir en prenant en compte le genre et les préoccupations des bénéficiaires ; - Proposer un cadre ainsi que les mécanismes de mobilisation accrue et de gestion des ressources de l'alphabétisation ; - Proposer un cahier de charge, intégrant les normes minimales consensuelles permettant d'accéder à une alphabétisation de qualité pour tous ; - Statut des langues nationales par rapport au français.
Méthodologie :	<p>Les travaux du forum qui a regroupé environ 300 participants, se sont déroulés en plénière et en commissions / ateliers. C'est à travers des analyses / réflexions en commissions / atelier, et des communications thématiques suivies de débats que les travaux ont été réalisés.</p>
Limites :	
Résultats et conclusions :	<p>Les obstacles au développement de l'alphabétisation au Burkina sont connus, des solutions opérationnelles et pertinentes sont trouvées et les stratégies de leur mise en œuvre sont formulées. Un cadre d'action consensuel au niveau national régional provincial, local pour tous les intervenants en alphabétisation ainsi que leur rôle sont définis. Les mécanismes de mobilisation accrue et de gestion des ressources dans un cadre adéquat sont disponibles. Le nouveau profil de l'alphabétisé et les stratégies pour y parvenir sont définis. Un cahier des charges intégrant les normes minimales consensuelles pour accéder à une alphabétisation de qualité pour</p>

Recommandations : tous. Un comité de suivi de l'application des actes du forum est mis en place.
Les idées fortes et consensuelles qui se dégagent de l'atelier feront l'objet de recommandations.

4.7 Auteur : KABORE Arzouma Albert
Titre : Les échecs en fin de cycle chez les auditeurs des centres d'alphabétisation : étude réalisée dans la province du Kadiogo (Burkina Faso)
Type de document : Mémoire (diplôme d'état en conseiller d'éducation permanente)
Source : INJS d'Abidjan
Date : 1993
Nombre de pages : 88

Objectifs : Identifier les causes des échecs constatés après l'évaluation des personnes ayant achevé le cycle de formation initiale en alphabétisation dans la province de Kadiogo.

Méthodologie : Enquête par entretien auprès d'auditeurs et d'animateurs de centre d'alphabétisation ; observation directe ; recherche documentaire.

Limites : Les aspects psychologiques, psychanalytique, anthropologique de l'échec n'ont pas été abordés. L'étude est circonscrite dans le cadre des entretiens avec les animateurs et les auditeurs afin de mieux appréhender leurs sentiments et ainsi apporter des suggestions.

Résultats et conclusions : De l'analyse de ces résultats, nous pouvons affirmer que les auditeurs ne sont pas, pour la plupart, associés à l'élaboration du programme qui est faite à une période précise de l'année, loin des réalités des centres. Le besoin de s'alphabétiser en français existe et les auditeurs l'ont exprimé.

Recommandations : La réforme du programme en tenant compte des milieux d'intervention est nécessaire si l'on veut que les auditeurs s'intéressent à l'apprentissage et à l'alphabétisation. L'alphabétisation faisant parti des attributions des cadres de jeunesse et d'animation, il serait souhaitable de les associer aux activités d'alphabétisation. Leurs connaissances théoriques en animation et en alphabétisation pourraient être d'un apport considérable. Les auditeurs dans la plupart des cas ont souhaité une aide en nourriture. On pourrait relancer le système de cantine en s'inspirant des opérations "Alpha-commando" et "Bantaaré" au cours desquelles les cantines avaient été ouvertes dans les centres. La province étant particulière, on pourra envisager l'ouverture des centres en français. Cela peut être effectif dans un 1^{er} temps au niveau de la ville et intéresser tous ceux dont les occupations et les ambitions l'exigent. Il faut créer un environnement qui puisse motiver l'apprenant adulte à s'investir pleinement par la création de journaux, de périodiques, en un mot, de tout ce qui peut assurer une post-alphabétisation.

4.8 Auteur : KABORE Jean-Baptiste Nongobzanga
Titre : Stratégie d'alphabétisation bilingue Mooré - Français
Type de document : Rapport de recherche (DEA)
Source : Université Ouagadougou
Date : 1991
Nombre de pages : 124

Objectifs : Proposer un instrument de travail et une stratégie qui pourront permettre aux acteurs de l'alphabétisation de faire évoluer sensiblement et qualitativement la lutte contre l'analphabétisme.

Méthodologie : La recherche documentaire; analyse descriptive.

Limites : Manque de documents post-alphabétisation pour diverses raisons : multiplicité des langues ; manque de personnes ressources dans certaines langues, manque de moyens financiers pour la recherche. La non-utilisation des langues nationales et le manque de documents font que l'adulte retombe souvent dans l'analphabétisme quelques temps après son passage au centre d'alphabétisation.

Résultats et conclusions : L'alphabétisation est indispensable mais insuffisante, elle doit être complétée par le français, langue officielle et d'ouverture. Il est cependant difficile d'alphabétiser directement en français, de nombreuses expériences ont échouées. C'est conscient de ces difficultés que nous proposons cette stratégie pour l'acquisition du français. Elle doit passer par l'alphabétisation en langue nationale. Ce rapport n'est qu'un début de réflexion devant aboutir à l'élaboration d'une "stratégie" d'apprentissage du français aux adultes mooréphones.

Recommandations : Entrée des adultes en alphabétisation où ils continueront leurs formations à travers la lecture de documents de post-alphabétisation. L'introduction du français dans les centres d'alphabétisation comme une suite logique de l'alphabétisation en langues nationales.

4.9 Auteur : KIENDREBEOGO Roseline Somnoma
Titre : Les causes socioculturelles de la déperdition scolaire chez les filles au Burkina Faso : cas du Kadiogo
Type de document : Rapport de recherche (Mémoire de Maîtrise)
Source : Université de Ouagadougou
Date : 1995
Nombre de pages : 92

Objectifs : (i) Montrer l'impact des déterminants sociaux et culturels de la déperdition scolaire féminine dans notre pays ; (ii) Apporter des connaissances de base aux stratégies nationales quant à l'amélioration du rendement scolaire féminin tant quantitatif que qualitatif.

Méthodologie : Documentation, enquête par questionnaire auprès de parents d'élèves et d'enseignants, entretiens de groupe dans plusieurs villages.

Limites : La principale limite est que le travail n'a fait qu'envisager un seul aspect parmi les nombreuses causes de déperdition scolaire féminine, qui du reste ne saurait simplement se réduire au seul facteur socioculturel.

Résultats et conclusions : Il ressort que les facteurs socioculturels sont déterminants dans les déperditions scolaires féminines. La faible rentabilité scolaire des filles est imputable aux tâches ménagères et autres activités extra scolaires pour lesquelles elles sont largement sollicitées. Ainsi, les filles n'ont pratiquement pas assez de temps pour se consacrer à leur obligation scolaire. Cet état de fait, s'explique par la projection sociale faite sur ce rôle de la petite fille car appelée à s'occuper plus tard d'un foyer, à être mère de famille, épouse et maîtresse de maison. Et pour cela l'apprentissage de ce rôle est très précoce car l'échec scolaire de la fille est moins ressenti comme un échec social, car le mariage constitue une possibilité de promotion sociale pour celle-ci. Et toutes ces contraintes sociales et familiales réduisent la durée de la scolarité des filles.

Recommandations : Que le gouvernement, les collectivités locales et les ONG mettent l'accent sur la construction de forages, de moulin qui permettront de réaliser une économie de temps et d'énergie. L'entretien des pépinières villageoises pour éviter de longues randonnées pour l'acquisition du bois de chauffe. Création de garderies populaires villageoises par les collectivités locales. Une action doit être menée au niveau des hommes pour une division équilibrée des temps de travaux entre hommes et femmes.

4.10 Auteur : NIKIEMA Norbert
Titre : Rapport d'étude sur la qualité technique et pédagogique des documents en langues nationales produit par l'imprimerie de l'Institut National d'Alphabétisation du Burkina Faso
Type de document : Rapport d'étude
Source : DEP/MEBA Ouagadougou
Date : Juillet 1993
Nombre de pages : 139

Objectifs : Evaluer la qualité technique et pédagogique des documents en langues nationales produits par l'INA en prenant en compte les sensibilités.

Méthodologie : Les instruments utilisés : des questionnaires destinés aux cadres de l'INA, aux utilisateurs des documents produits par l'INA : auditeurs, néo-alphabètes, animateurs et/ou superviseurs de centres, aux techniciens indépendants à qui il était demandé de lire un certain nombre de documents et de les apprécier en fonction de certaines critères. L'auteur a procédé à une analyse qualitative des données recueillies auprès des enquêtés.

Limites :

Résultats et conclusions : Il ressort qu'à l'INA : (i) il n'y a pas eu de préparation spécifique à la conception / élaboration des documents; le personnel manque de formation, il est seulement informé; (ii) une insuffisance de documentation est également déplorée; et (iii) les documents élaborés ne sont pas pré testés auprès des futurs consommateurs, bien que cela eut été désirables.

Recommandations : Les recommandations sont les suivantes :

- Etoffer le personnel affecté à la tâche de production de documents en définissant un certain quota par langue importante de travail ;
- affecter à la production des documents un personnel qualifié pour le faire, prévoir des formations/ recyclages du personnel affecté à la production de documents ;
- renforcer en formalisant davantage la collaboration inter institutionnelle, notamment avec les sous-commissions de langues et les services utilisateurs des langues nationales et les services utilisateurs des langues nationales, dans la production et le contrôle de la qualité des documents ;
- encourager les institutions de recherche à prendre l'alphabétisation comme champ d'investigation de manière à pouvoir éclairer les producteurs des documents.

4.11 Auteur OUATTARA Adama
Titre : Santé solaire : Etude des activités de santé promotionnelle dans les écoles primaires publiques et privées de Ouagadougou
Type de document : Thèse de Doctorat en médecine
Source : Université de Ouagadougou
Date : 1994
Nombre de pages : 70

-
- Objectifs :** (i) Vérifier l'intégration effective du programme de promotion de la santé scolaire dans les programmes d'enseignement primaire ; (ii) analyser les différentes composantes de ce programme ; et (iii) formuler les propositions d'amélioration de la santé des élèves dans les écoles primaires de la province de Kadiogo.
- Méthodologie :** Entretien auprès d'un échantillon de 80 directeurs et fondateurs d'écoles ; visite des écoles et un examen clinique des élèves pour étudier leur hygiène corporelle et vestimentaire.
- Limites :**
- Résultats et conclusions :** Ce sont :
- 80 directeurs et fondateurs d'écoles ont été interviewés. A la question « avez-vous connaissance de l'existence d'un programme de promotion de la santé dans les écoles primaires ? » tous ont répondu « Non ».
 - Evacuation des excréta : 69 écoles soit 86,2% de l'échantillon possèdent au moins une latrine.
 - Elimination des ordures : La plupart des écoles possèdent un bac à ordures ou un point d'incinération des ordures, soit 86,2%. les classes sont balayées au moins une fois par jour.
 - La sécurité des élèves dans les écoles : 34 écoles ont une clôture contre 46 écoles qui n'ont pas. 62 écoles ont un gardien contre 18 qui n'en ont pas.
 - Disponibilité de terrain d'éducation physique et sportive : 71 écoles ont un terrain d'éducation physique et sportive contre 9 écoles qui n'ont pas. Le terrain est situé dans l'enceinte de l'école dans 68 cas sur 71.
 - 291 élèves avaient le corps propre et sans plaies, soit 72,8%. Dont 62,7% chez les garçons et 80% chez les filles.
 - 188 élèves avaient les cheveux bien entretenus et peignés ou tressés, contre 212 qui ne l'avaient pas. 98 élèves ont présenté au moins une dent cariée contre 312 qui ont présenté des dents saines.
- Recommandations :** Elles sont :
- la mise à la disposition de tous les enseignants du primaire, du programme d'action sanitaire scolaire au Burkina Faso ;
 - exiger des élèves, une hygiène corporelle et vestimentaire ;
 - création au niveau des enseignants de chaque école d'un comité chargé de vérifier régulièrement la qualité des aliments vendus aux élèves dans les écoles ;

- développer plus activement l'interface service de santé scolaire et élèves ; Profiter de l'opportunité qu'offrent les consultations pour exercer une action éducative et préventive sur les élèves.

4.12 Auteur : SANOU Jacques
Titre : L'Enseignement non Formel
Type de document : Rapport de consultation
Source : UNICEF Ouagadougou
Date : Mai 1993
Nombre de pages : 38

Objectifs : Former et doter les moyens au système éducatif d'intégrer l'enseignement non formel dans les programmes : (i) assurer l'éducation à tous ; et (ii) palier aux insuffisances de l'éducation formelle.

Méthodologie : Recensement des ONG présentes et intervenant dans les secteurs de l'éducation, l'enseignement, l'alphabétisation et la formation au Burkina Faso.

Limites :

Résultats et conclusions : Il ressort que l'enseignement non formel est assez mal connu et est marginalisé ; qu'il souffre d'une insuffisance institutionnelle. Les bénéficiaires et produits finis de l'enseignement non formel ne sont pas crédités de façon suffisante et suffisamment motivante. Enfin l'enseignement non formel souffre d'une insuffisance de recherches et expérimentations appliquées aux méthodologies.

Recommandations : Les suggestions en faveur d'un enseignement non formel plus performant : (i) susciter et créer l'esprit, la pratique, les cadres et les instances de concertation des acteurs ; (ii) parvenir à un meilleur système de coordination des actions; (iii) tendre vers une planification toujours plus rationnelle; (iv) créer et renforcer progressivement des liens d'articulation entre l'enseignement formel et l'enseignement non formel; et (v) poursuivre les acteurs retenus au niveau des diverses composantes dans le cadre des perspectives et prévisions.

4.13 **Auteur :** SITTA Adama
Titre : Les centres d'éducation de base non formelle : aperçu, bilan et perspectives
Type de document : Rapport de recherche (Mémoire)
Source : ENAM - Ouagadougou
Date : 2001
Nombre de pages : 72

Objectifs : Le but du document est de contribuer au renforcement de la qualité du dispositif de pilotage et de gestion pédagogique des centres d'éducation de base non formelle.

Méthodologie : La collecte des données s'est effectuée par la recherche documentaire et des entretiens individuels, auprès de responsables de service d'éducation formel et non formel utilisant les langues nationales.

Limites :

Résultats et conclusions : Il existe deux critiques essentielles à l'endroit de l'éducation non formelle : (i) l'absence d'un statut social de l'éducation non formelle; et (ii) les sortants des éducations non formelles sont plus limités que ceux qui fréquentent le système scolaire. Face à ces critiques, l'Etat doit trouver des solutions afin de rendre l'éducation non formelle crédible dans notre pays.

Recommandations : Nous suggérons :

- La dotation de chaque village non encore pourvu d'un CPAF ou d'un CENBF.
- L'enseignement dans ces centres d'une alphabétisation / formation de qualité, adaptée en termes d'organisation de contenus et de méthodes d'enseignement aux besoins spécifiques de leurs différents publics, en particulier des jeunes.
- L'intégration des actions d'alphabétisation / formation au sein d'un ensemble d'activités et services (santé, éducation, crédit) pour leur rentabilisation effective en termes d'amélioration des conditions de vie, de développement des activités productives et de dynamisation du milieu, d'organisation d'un environnement lettré notamment par la production à l'école.
- La transformation des CEBNF en école satellite en cas d'échec de la formule.
- Sur le plan pédagogique, permettre aux enfants qui ont suivi un cursus d'alphabétisation dans le non formel de passer le CEPE (certificat de fin d'étude primaire).
- L'implantation des CEBNF doit tenir compte de la langue parlée dans le milieu et des besoins de la communauté et non ceux des interventions politiques.

4.14 Auteur :	TOURE H. Heinen M.; BARRY Jean et WETTA Claude
Titre :	Etude pour le réajustement des centres d'éducation de base non formelle par le développement des approches et des curricula plus adaptés.
Type de document :	Rapport de recherche
Source :	MEBA, Ouagadougou
Date :	Juin 1998
Nombre de pages :	45
Objectifs :	Définir les profils des sortants des CEBNF et adopter les contenus de programme afin de rapprocher la formation à l'auto-emploi pour une intégration des apprenants dans leur milieu.
Méthodologie :	Recherche documentaire, visite de terrain dans 25 CEBNF, rencontre de concertation avec 42 intervenants, analyse qualitative et quantitative des données.
Limites :	
Résultats et conclusions :	<p>(i) Révision de la situation actuelle avec une forte implication des communautés locales dans la gestion des CEBNF ; (ii) Réduction du poids de l'administration locale dans la gestion des CEBNF ; (iii) Révision de l'âge de recrutement de 10 à 15 ans pour les filles et de 12 à 15 ans pour les garçons au lieu de 9 à 15 ans ; (iv) Respect du groupe cible, à savoir les non-scolarise et les déscolarisés précoces ; (v) Le profil du sortant du CEBNF : les 4 années d'éducation de base et de formation semi-professionnelle visent à donner au sortant du CEBNF le profil ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la formation semi-professionnelle sera dispensée par des maîtres-artisans locaux avec un accent particulier sur les métiers féminins ; - l'agriculture et l'élevage forment un tronc commun obligatoire pour tous dans les deux premières années ; <p>(vi) Le succès de la formation semi-professionnelle pourra à terme, inciter les communautés à contribuer financièrement au fonctionnement des CEBNF.</p>
Recommandations :	Pour garantir le succès du réajustement, une stratégie de pilotage intensif de deux ans est indispensable.